

La Presse

● LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 27 AVRIL 1991

Le vice-chef d'état-major Charles Thomas démissionne

Dans sa lettre de démission, il s'en prend au plan de restructuration des forces armées qu'il estime irréalisable

MARIE-CLAUDE LORTIE
du bureau de La Presse
OTTAWA

Un vieux débat a refait surface et échoué avec éclat hier, sur la tête du nouveau ministre de la Défense Marcel Masse, quand le vice-chef d'état-major, Charles Thomas, a annoncé sa démission, pour protester contre l'orientation du dernier plan de restructuration des forces canadiennes qui a été soumis au cabinet.

Le vice-amiral Thomas a expliqué dans sa lettre adressée au chef d'état-major, le général John de Chastelain, que la politique prônée par le ministère n'est pas faisable à l'intérieur des limites budgétaires fixées par le gouvernement. Thomas estime en outre que la politique promet des projets d'immobilisation qui ne pourront pas être réalisés et qui mèneront à l'affaiblissement graduel de l'industrie navale canadienne.

Le vice-amiral Thomas s'en prend aussi à la «marginalisation» des forces navales et à la «priorité» donnée aux forces terrestres.

«Le bien-fondé de donner priorité au maintien et au réarmement coûteux de forces expéditionnaires, pour que le Ca-

nada puisse encore choisir de ne pas l'utiliser m'échappe», a-t-il écrit, précisant que le Canada a choisi de ne pas envoyer de troupes terrestres dans le golfe Persique.

M. Thomas, qui est originaire de la Colombie-Britannique et est âgé de 54 ans, condamne finalement l'absence de débat public sur la question.

Le gouvernement a commencé à travailler à la restructuration de la Défense canadienne en 1987, avec la publication d'un livre blanc, projet réorienté graduellement à la lumière des premiers développements politiques de 1989 en Europe de l'est, puis par les événements qui ont suivi, dans les pays Baltes, entre autres.

Il y travaille toujours. Mais depuis est survenue la guerre du Golfe et la bisbille en Union soviétique, si bien que la politique devra encore être réajustée, a expliqué le ministre Masse hier, à sa sortie d'une rencontre de deux jours du comité du cabinet sur les priorités et la planification, au lac Meech.

Celui-ci a toutefois refusé de commenter les points précis qui sont à la source de la discorde parmi les très hauts dirigeants de la Défense.

«C'est la conclusion d'un débat auquel



Le vice-chef d'état-major Charles Thomas

je n'ai pas participé», a commenté le nouveau ministre. Il a toutefois précisé que selon lui, cette querelle ne compliquerait pas outre mesure la marche de ce dossier déjà assez épineux.

À son arrivée à la rencontre ministérielle, M. Masse a cependant confirmé que le plan de restructuration de la Défense, engendrerait éventuellement de sévères compressions de personnel déjà amorcé à cause des réductions budgétaires des dernières années. Mais il n'en a pas dit plus.

«Différents chiffres circulent actuellement mais aucun plan n'a été accepté alors il est difficile pour moi de commenter», a déclaré M. Masse.

Citant des sources non identifiées, un grand quotidien torontois annonçait hier que les effectifs de la Défense passeraient de 87 000 à 65 000 ou 70 000 personnes.

Le ministre a expliqué que le cabinet a été saisi d'un dernier projet de restructuration, il y a quelques semaines, alors que Bill McKnight était encore ministre. «Un projet a été présenté au cabinet il y a quelques semaines, mais on a demandé plus de détails et d'analyse. Je dois revoir cette question afin de pouvoir répondre à toutes les interrogations du cabinet.

Nous aurons d'autres rencontres et après discussions, j'annoncerai une politique», a-t-il expliqué.

Le premier ministre a quant à lui déclaré précisé que le dernier projet n'avait pas encore été soumis au cabinet, mais seulement au comité du cabinet en charge de ce dossier et que lui n'en avait pas pris connaissance.

Il a aussi laissé entendre, avant d'entrer à la réunion hier matin, que le Canada considérerait encore le retrait de ses troupes d'Europe.

«C'était l'objectif visé par presque tous les membres de l'OTAN. Presque tous les ministres de la Défense ont décidé leur intention de procéder à des réductions», a-t-il rappelé. Interrogé sur d'éventuelles compressions, le premier ministre a tenu à rappeler que l'enveloppe de la Défense est une des rares qui a été augmentée dans le dernier budget. Ce ministère avait toutefois été l'objet de sévères restrictions budgétaires durant les deux derniers exercices fédéraux.

Le général John de Chastelain, a accepté la démission de M. Thomas, qui planifiait de prendre sa retraite dans peu de temps.

«Je suis d'accord avec sa réponse et je l'appuie», a commenté M. Masse.

L'ex-premier ministre Richard Hatfield décède à 60 ans des suites d'un cancer

HUGUETTE YOUNG
de la Presse Canadienne
OTTAWA

L'ex-premier ministre du Nouveau-Brunswick, le sénateur Richard Hatfield, est décédé vendredi des suites d'un cancer à l'âge de 60 ans.

Hospitalisé depuis le début du mois d'avril à Ottawa, M. Hatfield a succombé à une tumeur cancéreuse au cerveau. Les traitements de chimiothérapie ont été inefficaces et M. Hatfield s'est éteint vers 10 h 10, a confirmé le bureau du Sénateur Lowell Murray, le leader du gouvernement au Sénat.

Célibataire, M. Hatfield avait toujours dit que son plus grand amour était de faire de la politique. Pour lui, ce qui importait c'était d'être témoin des événements.

La longue carrière politique de l'ex-premier ministre a connu bien des hauts et des bas. Élu la première fois à l'âge de 30 ans au cours d'une élection partielle en 1961 dans la circonscription rurale de Carleton, dans le nord-ouest du Nouveau-Brunswick, il a dirigé les destinées de la province pendant 17 ans. Il a été balayé aux élections de 1987 par le libéral Frank McKenna qui a remporté les 58 sièges de l'Assemblée législative. Un électoral désabusé ne lui a pas pardonné ses déboires personnels.

Francophile, le chef tory s'est fait un ardent défenseur des droits des Acadiens et des minorités. C'est son prédécesseur, le premier ministre libéral Louis J. Robichaud qui avait présenté la Loi sur les langues officielles en fin de mandat en 1969 mais c'est le gouvernement Hatfield qui lui a donné toute sa vigueur en promulguant de nombreuses dispositions et en élargissant sa portée.

Sous l'impulsion de M. Hatfield, les conservateurs ont également adopté la Loi 88 sur l'égalité des deux communautés linguistiques. Le sénateur Jean-Maurice Simard, le bras droit de M. Hatfield de 1970 à 1982 à titre de ministre des Finances et président du Conseil du Trésor, a expliqué récemment que M. Hatfield essayait de faire enchanter cette loi dans la Constitution canadienne au moment où il est tombé malade.



L'ex-premier ministre Richard Hatfield, que l'on voit ici faire la promotion de la voiture sportive Bricklin lors d'une exposition à New York en 1974, avait dû affronter des problèmes de crédibilité parce que le Nouveau-Brunswick avait englouti 20 millions de dollars dans ce projet de fabrication.

Ce passionné de la politique avait réussi à convaincre les Acadiens de voter pour lui, fait sans précédent dans les annales historiques de la province. Au cours de sa carrière, il a défendu vigoureusement les services de Radio-Canada au Nouveau-Brunswick et s'est même rendu à Paris pour intensifier les échanges franco-acadiens. Il a aussi créé des conseils scolaires homogènes.

M. Hatfield a également participé à la création du Conseil des premiers ministres des provinces maritimes. De son propre aveu, l'une de ses plus grandes réalisations fut de faire adopter la Loi sur le financement des partis politiques pour assainir les moeurs politiques de sa province à la suite d'une présumée affaire de pots-de-vin.

Personnage controversé, M. Hatfield ne passait jamais inaperçu. Son goût pour les beaux-arts et la musique rock le distinguait de ses collègues anglophones et ses fréquents voyages dans les discothèques de New York et Montréal lui avaient valu le surnom de «Disco Dick».

Mais les malheurs du chef tory ne s'arrêtaient pas là.

La province avait englouti 20 millions dans le projet chéri de M. Hatfield, la Bricklin, une voiture de sport luxueuse qu'il avait utilisée pour faire campagne en 1974. Il avait gagné l'élection mais son projet avait été enterré quelques mois plus tard, suscitant la méfiance chez la population néo-brunswickoise.

M. Hatfield avait le don de sortir indemne des scandales, accusant ses opposants au pied du mur. Après la Bricklin, c'est l'histoire d'un système de ristournes, l'Affaire Francis Atkinson, qui hante son gouvernement. Exonéré de tout blâme par une commission d'enquête, le chef libéral d'alors Robert Higgins qui avait étalé ces accusations sur la place publique, démissionnait avec grand fracas en 1978.

M. Higgins avait accusé le ministre de la Justice de vouloir bloquer une enquête de la GRC sur une présumée affaire de pots-de-vin versés à la caisse du parti conservateur, mais les résultats

d'une commission d'enquête avaient lavé le ministre de la Justice de tout soupçon.

L'usure du pouvoir et de nouvelles accusations de possession de marijuana contre M. Hatfield ont finalement provoqué la chute du chef conservateur. Acquitté en janvier 1985, M. Hatfield a toujours soutenu que la GRC avait comploté pour faire tomber son gouvernement en déposant de la marijuana dans ses bagages.

Partisan de l'Accord du lac Meech et allié de l'ex-premier ministre libéral Pierre Trudeau dans le débat entourant le rapatriement de la Constitution en 1981, M. Hatfield a aussi imprimé sa marque sur la scène nationale.

Fédéraliste invétéré, il avait montré une ouverture d'esprit face aux aspirations du Québec insistant toutefois pour que le Québec demeure au sein de la Confédération.

Homme en retrait qui protégeait jalousement sa vie privée, M. Hatfield s'était souvent fait étiqueter de solitaire.

«Hatfield a été un défenseur éloquent de l'unité nationale», plaide Brian Mulroney

HUGUETTE YOUNG
de la Presse Canadienne
OTTAWA

Le premier ministre Brian Mulroney a reconnu que l'ex-premier ministre du Nouveau-Brunswick Richard Hatfield décédé vendredi était un «grand patriote et un homme chaleureux et généreux».

«Richard Hatfield a été un défenseur convaincu et éloquent de l'unité nationale et de l'entente entre les Canadiens de toutes les régions», a précisé le premier ministre au cours d'un communiqué de presse.

En offrant ses condoléances à la famille et aux amis du sénateur Hatfield, M. Mulroney a loué les efforts de l'ex-premier ministre pour promouvoir la bonne entente entre les deux groupes linguistiques de la province.

«Tout au long de sa carrière, il a oeuvré au rapprochement des deux groupes linguistiques qui font la richesse du Nouveau-Brunswick», a souligné le premier ministre Mulroney.

M. Hatfield est décédé vendredi à 10 h 10 des suites d'un cancer au cerveau à l'hôpital Elisabeth Bruyères d'Ottawa.

Service mercredi

Le bureau du sénateur Lowell Murray, leader du gouvernement au Sénat a fait savoir que le corps du sénateur sera incinéré à Ottawa. Un service funéraire aura lieu le mercredi 1er mai à 14 h à la United Baptist Church de Hartland au Nouveau-Brunswick, son lieu natal, et une messe commémorative suivra à la cathédrale de Fredericton le 3 mai à 14 heures.

À Ottawa, le drapeau canadien au Parlement est en berne en l'honneur de M. Hatfield.

Le chef libéral Jean Chrétien a rendu hommage à M. Hatfield en soulignant qu'il avait travaillé «sans relâche à bâtir un Canada fort et uni» et qu'il s'était donné comme mission de promouvoir le bilinguisme au Nouveau-Brunswick.

De son côté, le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a déclaré que «le Nouveau-Brunswick et le Canada viennent de perdre un ardent défenseur, profondément attaché à sa province et à la région des Maritimes».

«L'histoire retiendra notamment sa précieuse contribution à l'avancement de la cause des Acadiens et des Acadiennes, une communauté à qui il a donné les moyens de mieux assurer son épanouissement et son rayonnement», a-t-il souligné.

Le premier ministre ontarien Bob Rae a souligné l'apport important de M. Hatfield au débat constitutionnel.

«Il a dirigé sa province natale du Nouveau-Brunswick pendant de nombreuses années en menant l'attaque pour la cause de l'unité canadienne», a-t-il observé à Queen's Park.

Le premier ministre manitobain Gary Filmon a dit regretté le défunt Richard Hatfield, louangeant son rôle dans le débat constitutionnel et sa lutte pour la reconnaissance des droits individuels.

Pour sa part, le premier ministre de la Saskatchewan Grant Devine s'est dit attristé du décès de son collègue, soulignant qu'il avait eu le privilège de le côtoyer.

Du côté de la Colombie-Britannique, la première ministre Rita Johnson a affirmé que le rôle de M. Hatfield dans le débat constitutionnel était une source d'inspiration pour tous et chacun.

Flora attristée

Rejointe à Toronto, l'ancienne ministre conservatrice de l'Emploi et de l'Immigration Flora MacDonald, l'une des amies les plus intimes de M. Hatfield, a déclaré que l'ex-premier ministre lui avait dit récemment qu'il regrettait amèrement de ne pas avoir pu participer aux travaux du comité Beaudoin-Edwards sur la formule de modification constitutionnelle en raison de sa maladie.

Parizeau à Paris: la France ne pouvait vraiment pas faire mieux

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
PARIS

M. Jacques Parizeau a terminé sa «visite privée» à Paris en reprenant pratiquement mot pour mot la formule du premier jour: «La France accompagnera le Québec... sans le précéder.»

Au cours d'une conférence de presse, hier midi, destinée à faire le bilan de cette visite de cinq jours — à l'invitation du Parti socialiste — le chef de l'opposition du Québec a également martelé le thème développé à son arrivée: «Ce que prouve l'existence de l'Europe, a-t-il dit, c'est d'abord que de petits pays comme le Danemark ou la Hollande peuvent garder leur identité, leur souveraineté, tout en s'insérant dans un grand ensemble économique et en tirant profit de cette appartenance à un grand marché.»

Pour le reste, M. Parizeau a surtout affiché une mine extrêmement satisfaite à l'issue de cette visite. «La France ne pouvait vraiment pas faire plus», disait-on dans son entourage.

Et effectivement, on voit mal comment le gouvernement et les milieux politiques français auraient pu faire plus pour marquer leur «sympathie active» au leader souverainiste et à la cause qu'il défend. Au cours de la semaine, M. Parizeau a vu — et longuement dans chaque cas — tous les plus grands responsables de la politique française: une heure avec le président Mitterrand, une heure avec le premier ministre Rocard, des rencontres avec le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius («présidentiable» lui aussi), le chef du Parti socialiste Pierre Mauroy, et finalement le chef du principal parti d'opposition, Jacques Chirac.

Ajoutons à cette liste trois ministres et le fait: l'ancien premier ministre Raymond Barré avait donné son accord de principe mais se trouvait absent de Paris au cours de la semaine.

On connaît les infinies subtilités de la diplomatie française. Le format de cette visite correspondait indéniablement à un déroulement en grande pompe de tapis rouge... mais sans qu'on voie le tapis rouge lui-même. C'est-à-dire sans

qu'aucune manière Ottawa ou Québec puissent trouver à redire à ces marques d'attention exceptionnelles.

Dans ce domaine diplomatique, les règles du protocole ne sont là que pour être contournées et utilisées. Ainsi, lorsqu'un autre chef d'opposition s'est trouvé à Paris la semaine précédente (Boris Eltsine), le président Mitterrand a réussi à faire savoir à Gorbatchev qu'il le soutenait sans pour autant se brouiller mortellement avec Eltsine.

Dans le cas — moins planétaire — de M. Parizeau, le gouvernement français pourrait très bien expliquer à des fédéralistes qu'aucun des éléments du programme du chef du PQ n'avait de caractère exceptionnel.

D'abord visite privée: c'est-à-dire pas de sécurité assurée par les Français, ni voiture officielle. Pas de dîner officiel ni à Matignon ni à l'Élysée. Cependant, comme rien n'est laissé au hasard, retons que M. Parizeau a eu droit à son arrivée à Roissy au salon d'honneur, lieu des accueils officiels. Sa rencontre avec M. Thiery de Beaucé, responsable de la

francophonie au ministère des Affaires étrangères, s'est déroulée au Palais des affaires étrangères, considéré comme le second lieu de réception le plus solennel après l'Élysée.

Rien n'est effectivement exceptionnel dans les rencontres de la semaine. Après tout, M. Mitterrand avait bien fait l'honneur d'un long entretien avec le premier ministre Peterson de l'Ontario, il y a quatre ans — justement pour souligner ses efforts en faveur des Franco-Ontariens.

Ce qui est exceptionnel, c'est l'accumulation des rencontres-symboles et des petits gestes. Strictement invité à titre personnel par le Parti socialiste, M. Parizeau aurait pu avoir à se contenter de rencontres avec les responsables... du Parti socialiste. Et de rencontres vraiment privées avec d'autres personnalités politiques. Après tout, lors de sa dernière visite à Paris, l'ex-premier ministre Lévesque avait déjeuné et dîné avec des personnalités de haut niveau. Mais les médias n'étaient pas invités, ni à assister, ni même à guetter à la sortie. Dans le cas présent, on organise des entretiens

fort substantiels avec pratiquement les quatre ou cinq premières personnalités politiques du pays; mieux encore, on l'autorise à le faire savoir aux médias, ce qui transforme cette visite privée en affaire passablement publique. Et le simple citoyen Parizeau se retrouve en train de faire des déclarations sur le perron de l'Élysée, à Matignon, à l'Assemblée nationale, bref dans tous les hauts lieux les plus symboliques.

Bien sûr, ces marques extrêmement voyantes de sympathie se sont accompagnées d'une discrétion officielle tout aussi spectaculaire. De quelque côté politique qu'on regarde, tous les responsables français importants s'en sont strictement tenus à la ligne officielle de non-ingérence, sympathie et solidarité. Sur le thème «C'est au Québec de décider, nous respectons ses choix», on a quand même — dans un silence pétaradant — fait savoir que si le Québec devenait souverain dans les deux ans à venir, personne à Paris ne serait mortellement fâché. Et même que la France était toute prête à «accompagner» le Québec dans cette transition.

En région, les services de la SQ sont déficients le soir et la nuit

NORMAN DELISLE
de la Presse Canadienne
QUÉBEC

Les services de la Sûreté du Québec en région sont déficients, estime le député péquiste de Joliette Guy Chevette.

Ainsi, dans 57 des 107 postes de la SQ disséminés à travers le territoire du Québec, il n'y a qu'un seul véhicule de patrouille en fonction le soir et la nuit.

Dans 12 de ces postes, il n'y a aucune patrouille la nuit, a indiqué M. Chevette lors de l'étude cette semaine des crédits annuels du ministère de la Sécurité publique.

« Avec les kilomètres qu'il y a à parcourir entre les postes de la SQ, on peut imaginer ce qui arrive lorsqu'un appel de détresse vient de loin ou encore s'il y a plus qu'un appel en même temps, a dit M. Chevette. Dans une agglomération urbaine, une perspective semblable serait impensable, pour ne pas dire épouvantable. C'est pourtant la triste réalité en région » (sic).

Les 12 postes où aucune patrouille n'est effectuée la nuit ont été identifiés par le député de Joliette. Ce sont Grand-Vallee (Gaspésie), Matane,

Saint-Ambroise-du-Saguenay, Saint-Pamphile, Saint-Michel-des-Saints, Laforge (Abitibi), Baie-Trinité, Témiscamingue, Fermont, Lourdes-de-Blanc-Sablon, Sept-Îles et Tadoussac.

M. Chevette a également dénoncé le fait que 1247 petites municipalités du Québec qui ne sont pas dotées de corps policiers municipaux devront assumer des frais pour les services dispensés par la SQ, y compris les 34 municipalités de 5000 habitants et plus qui devraient être dotées de policiers municipaux en vertu de la loi, mais qui sont délinquantes à cet égard.

« Si le ministre impose une réforme du financement municipal, les ressources financières devront suivre sinon le rôle policier sera davantage dévalorisé », a dit le député de Joliette.

M. Chevette a plaidé pour la nécessité de révaloriser le rôle du policier, afin d'éviter que ça ne ressemble à « des vidéos de Rock et Belles Oreilles ».

Des succès

Le ministre de la Sécurité publique, Claude Ryan, a pour sa part insisté sur l'excellente performance de la Sûreté du Québec qui a éliminé 34 131 des 78 136 offenses criminelles qui lui ont été rapportées en 1990,

soit un taux de succès de 43,7 pour cent.

Cette réussite a été effectuée en dépit d'une augmentation de 15,9 pour cent de la criminalité par rapport à 1989, et en dépit du fait que pendant trois mois en 1990, une partie importante des effectifs de la Sûreté du Québec a été mobilisée par la crise amériindienne.

« Il s'agit d'une performance honorable », a commenté le ministre Ryan.

Il y a eu augmentation du nombre d'actes criminels dans à peu près toutes les catégories. La hausse la plus importante a été constatée dans les vols de véhicules (augmentation de 28,8 pour cent) et dans les voies de fait (23 pour cent).

Les crimes contre la propriété et les entrées par effraction sont en hausse de 17,5 pour cent, les fraudes de 14,6 pour cent et les délits sexuels de 6,5 pour cent.

Le ministre Ryan a également souligné l'intensification de la lutte contre la drogue dans la foulée du rapport Bernard. Un des volets de cette lutte est l'activité de prévention auprès des jeunes, un programme qui sera réévalué. « Chose certaine, les activités auprès de la jeunesse étudiante se poursuivront », a conclu le ministre.

Chrétien décrie le «fanatisme» au sein du Reform Party et du Bloc québécois

Presse Canadienne
EDMONTON

■ Taxant certains membres du Parti réformiste et du Bloc québécois de fanatiques, le chef libéral Jean Chrétien les a accusés jeudi de chercher à exploiter les préjugés des électeurs pour mieux diviser le pays.

« Je déteste le fanatisme, parce qu'il renvoie au côté le plus sombre de l'individu », a déclaré M. Chrétien lors d'un souper-bénéfice organisé à Edmonton par le Parti libéral. « Nous, du Parti libéral, faisons appel au côté positif de l'individu. »

Le chef libéral, qui effectue actuellement une tournée des provinces de l'Ouest pour faire la promotion de sa formule de réforme constitutionnelle, accuse certains membres du Parti réformiste du Canada de déterrer de vieux préjugés anti-québécois.

« Les vieilles disputes au sujet des boîtes de flocons de maïs refont surface », a-t-il affirmé, en faisant référence aux plaintes de certains Canadiens-anglais qui s'offusquaient de voir des inscriptions en français sur leurs boîtes de céréales.

M. Chrétien s'en est ensuite pris au Bloc Québécois, qui fait la promotion de l'indépendance du Québec.

« Je n'ai pas peur de leur dire ce que je pense. Si le Canada n'existait pas, le 'fait français' en Amérique n'existerait pas non plus. »

M. Chrétien affirme que le Parti réformiste, qui s'oppose au bilinguisme et au multiculturalisme, et le Bloc québécois divisent le pays.

Le chef du Bloc Québécois, Lucien Bouchard, met de l'avant l'idée d'un Québec sans le Canada tandis que leader du Parti réformiste (Preston Manning) veut un Canada sans le Québec.

Au cours d'un discours de 40 minutes passablement décousu, M. Chrétien a lancé un appel émotif en faveur de l'unité canadienne, profitant de l'occasion pour exposer ses idées en la matière.

S'adressant aux 265 convives libéraux qui avaient payé 250 \$ chacun pour manger du filet de bœuf et du riz sauvage en sa compagnie, M. Chrétien a fait valoir que la réforme qu'il propose donnerait plus de pouvoir aux provinces dans certains secteurs. En contrepartie, celles-ci devraient appliquer les normes fédérales en matière de protection de l'environnement et de soins médicaux. Les propositions de M. Chrétien seraient toutefois soumises à la population sous forme d'un référendum pan-canadien.

Le parti réformiste jouit d'une popularité grandissante, notamment parce qu'il propose des con-

sultations nationales sur certaines questions clés. Il réclame aussi un poids accru pour les régions au sein d'un gouvernement central fort.

Interrogé par les journalistes après son allocution, M. Chrétien s'est défendu de reprendre les idées du Parti réformiste. Il a fait valoir que l'ancien premier ministre Pierre Trudeau avait mis de l'avant l'idée de tenir un référendum national avant l'entente constitutionnelle de 1982, proposition qui avait été rejetée par les provinces.

Un sondage Gallup dont les résultats ont été publiés jeudi révèle que le Parti réformiste reçoit l'appui de 16 pour cent de la population, soit deux fois plus qu'il y a deux mois. Ce résultat le place devant les conservateurs mais derrière les néo-démocrates et les libéraux, qui sont en tête.

M. Chrétien prévoit que les électeurs se détourneront tôt ou tard du Parti réformiste.

« Ils proposent des solutions simplistes », a-t-il. « Quand les gens réaliseront qu'ils veulent abolir le système de soins de santé, quand les fermiers comprendront qu'ils entendent supprimer les programmes de subventions à l'agriculture, ils changeront d'idée. »

REFROIDISSEURS D'EAU EMBOUTEILLÉE

*BOUTEILLE NON COMPRISSE

Vente du MANUFACTURIER

Addi 501 régulier 429\$
SPÉCIAL
299\$

Autres modèles à partir de
249\$

Lundi au samedi 10h à 17h
152, BRUNSWICK, PTE-CLAIRE
514-694-5573

“J'ai demandé que l'on fabrique en quantité limitée un nouvel aspirateur central si parfaitement fiable que l'on puisse le garantir jusqu'à l'an 2000.”



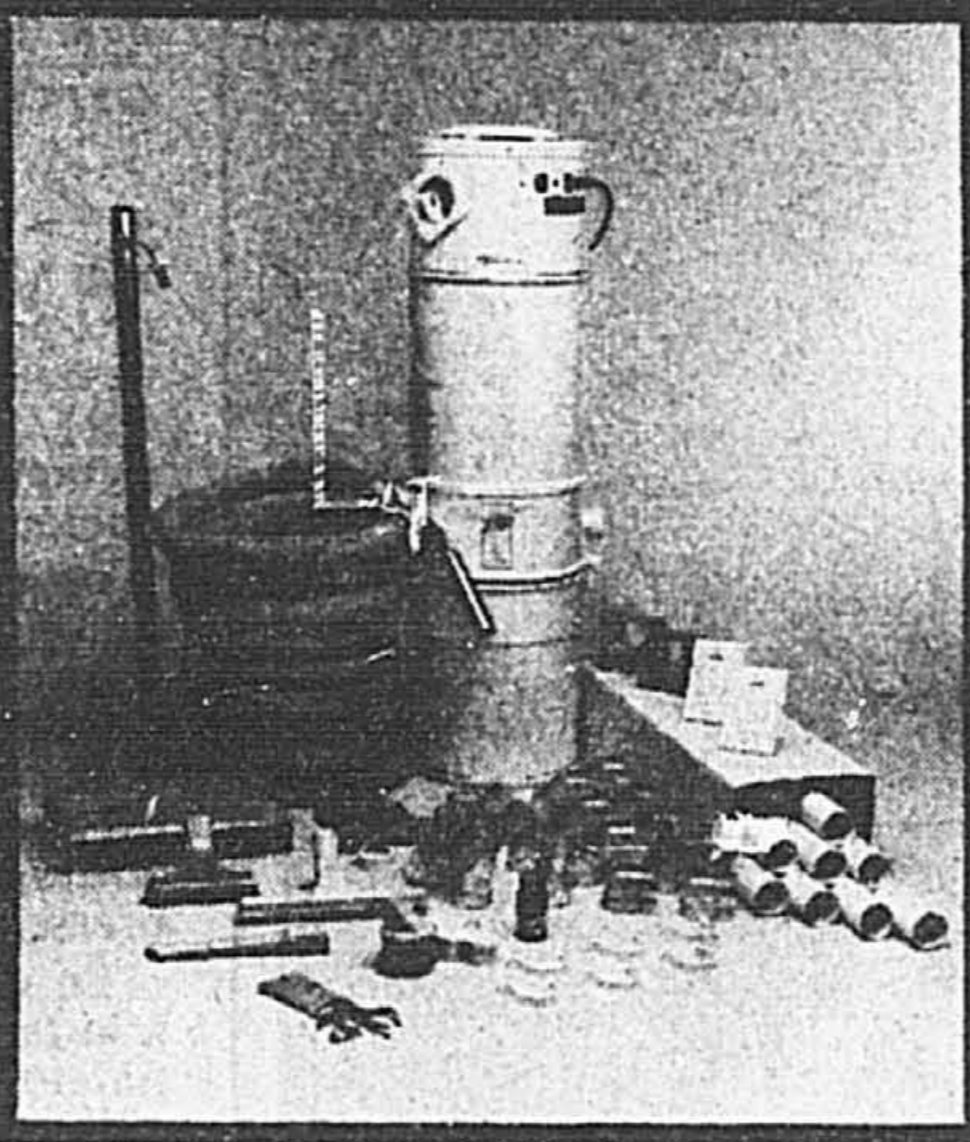
L'édition de la présidente 2000
Gillian Smart
Présidente,
Beam du Canada Inc.

INCLUANT

- le moteur le plus puissant que nous ayons produit
- un jeu complet d'accessoires avec porte-accessoires
- ne nécessite ni sacs, ni filtres
- balai électrique de grand luxe, modèle 381

Satisfaction garantie ou argent remis

ASPIRATEUR CENTRAL SMART



(Le prix peut varier chez les détaillants participants)
© Beam du Canada Inc., 04-05/91

Disponible chez vos détaillants BEAM

- | | |
|---|--|
| BELOIL
Ma Balayuse
464-1014 | PIERREFONDS
Couvre-plan Prevost
620-3944 |
| BOUCHERVILLE
Beam du Québec
449-9400 | REPENTIGNY
Asp. Cent. Repentigny
582-2752 |
| BROSSARD
Asp. Multi-Service
443-4109 | ST-CONSTANT
Asp. Cent. St-Constant
632-5261 |
| CHATEAUGUAY
Asp. Central Chateaugay
692-1943 | ST-JÉRÔME
Asp. Central Expert
432-1330 |
| GATINEAU/AYLMER
R.H. Électrique Inc.
568-2666/684-9744 | STE-JULIE
L'Univers de l'Asp.
922-2020 |
| JOLIETTE
A.C. Beaulac Inc.
759-0612 | STE-THÉRÈSE
Asp. Cent. R. Lambert
435-6431 |
| LAVAL
Le Géant de l'Asp.
662-2196 | VALLEYFIELD
Belle-Rive Luminaire
371-1301 |
| LONGUEUIL
Asp. Multi-Service
647-4530 | VARENNES
Asp. Cent. de Varennes
652-3292 |
| MONTRÉAL
Asp. Central Deluxe
727-3773 | VILLE LASALLE
Service Ent. Angrignon
364-4598 |
| MONTRÉAL
Asp. Lafontaine
354-0505 | |

CONCOURS CAP SUR TADOUSSAC A BORD DE LA MARIE-CLARISSE

À GAGNER: DOUZE FORAITS DOUBLES.
Du jeudi 12 au dimanche 16 juin 1991

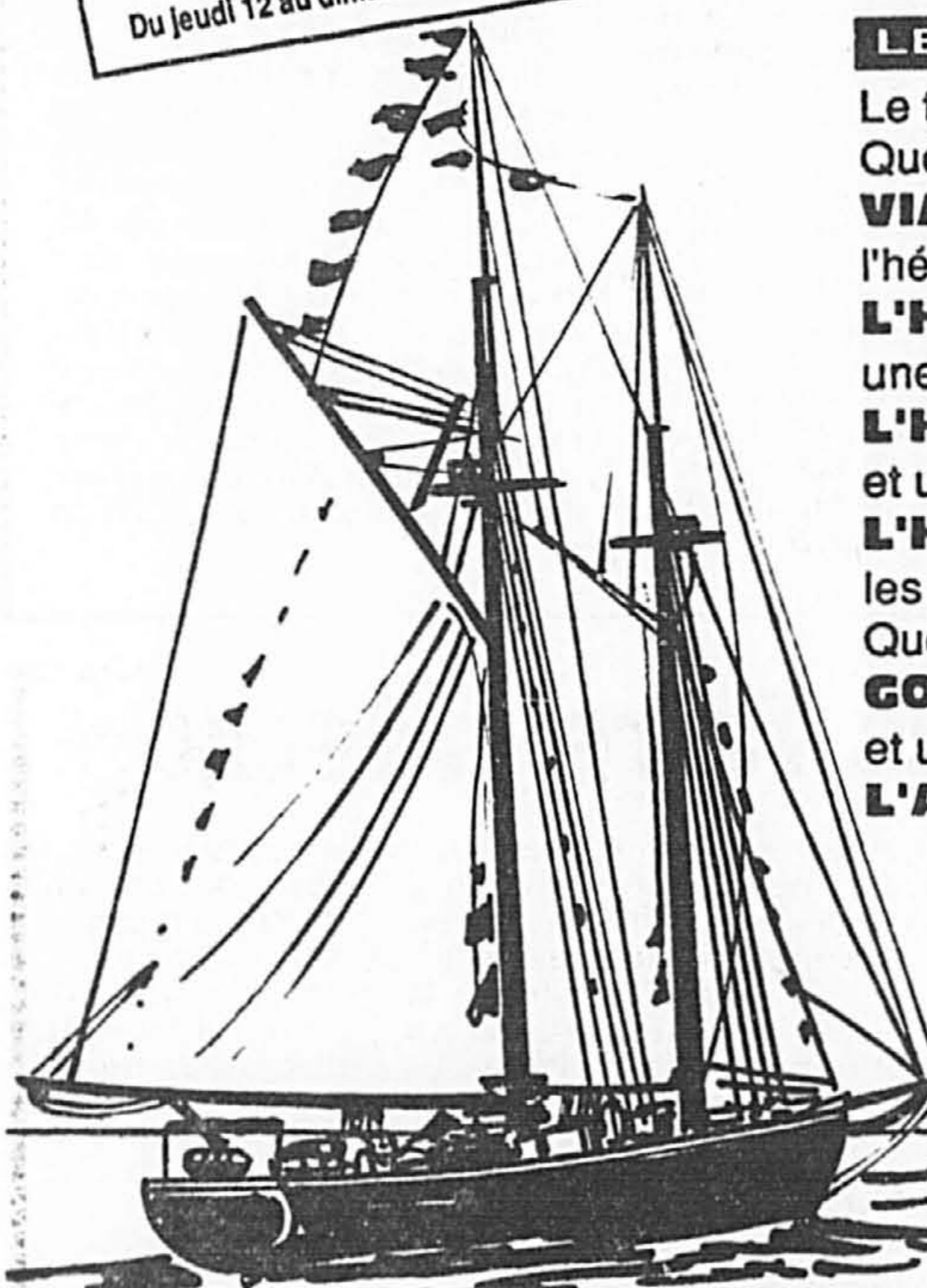


FAMILLE DUFOUR
HOTELS
Villégiature et Congrès

En collaboration avec
La Presse
VIA
ciel 98.3

LES FORAITS COMPRENNENT

Le transport aller / retour entre Montréal et Québec par **VIA RAIL**, en première classe, l'hébergement une nuit à **L'HÔTEL VAL DES NEIGES**, une nuit à **L'HÔTEL CAP-AUX-PIERRES** et une nuit à **L'HÔTEL TADOUSSAC**, les repas, les activités et le transport entre Québec et Tadoussac à bord de la **GOËLETTE MARIE-CLARISSE** et un brunch à **L'AUBERGE LA PIGNORONDE**.



POUR PARTICIPER
■ remplissez le coupon de participation en répondant correctement à la question et retournez-le à l'adresse indiquée avant minuit le 21 mai 1991.
■ ce coupon sera publié dans La Presse, les mercredis et samedis jusqu'au 15 mai prochain.

■ les 3, 10, 17 et 22 mai, sur les ondes de CIEL-MF, à l'émission du matin de Jean-Pierre Coallier, on procédera au tirage du nom de trois personnes gagnantes. Ces personnes auront trente minutes pour rappeler à la station afin de réclamer leur prix.
■ la valeur des prix offerts est de 6 000 \$.
■ les règlements du concours sont disponibles à CIEL MF et à La Presse.

CONCOURS "CAP SUR TADOUSSAC" CIEL MF
89, rue Saint-Charles Ouest
Longueuil, Québec J4H 1C5

Nommez deux des cinq équipements touristiques de la Famille Dufour:

Nom _____ Age _____
Adresse _____ App. _____
Ville _____
Code postal _____ Tél. _____

Cessons de fumer

La méthode qui a fait ses preuves!
Ça y est... c'est le moment de vous inscrire:
(514) 694-1660
Surveillez notre annonce des programmes à venir: Télépresse 27 avril, page 11.

Addi

MASTERCARD, VISA ET CHÈQUES PERSONNELS ACCEPTÉS

3 DERNIERS JOURS

VOUS VOULEZ DES DENTS PLUS BLANCHES?

Modifiez vous-même la couleur de vos dents avec

INSTANT WHITE

DÈS DEMAIN

12.99

SEULEMENT

JEAN COUTU

Les grandes entreprises canadiennes rejettent le rapport Allaire du PLQ

PHILIPPE DUBUISSON
du bureau de La Presse
OTTAWA

Le puissant lobby des grandes entreprises canadiennes, qui entend jouer un rôle prépondérant dans le débat constitutionnel, a catégoriquement rejeté le rapport Allaire du Parti libéral du Québec comme base de toute nouvelle entente.

«Le rapport Allaire va beaucoup trop loin. L'application de ses recommandations conduirait à un affaiblissement de l'union économique canadienne et rendrait les institutions politiques fédérales inopérantes», a déclaré hier le président du Conseil canadien des chefs d'entreprises, Thomas D'Aquino.

Le Conseil canadien des chefs d'entreprises, un organisme qui regroupe les dirigeants des quelque 150 plus importantes sociétés canadiennes, rendait public hier ses propositions pour dénouer l'impasse constitutionnelle. L'organisme, qui compte dans ses rangs Bell Canada, la Banque Royale, le Canadien Pacifique et autres grandes entreprises, avait appuyé l'accord de libre-échange et l'Accord du lac Meech.

M. D'Aquino, accompagné en conférence de presse des présidents et chefs de la direction de SNC (Guy Saint-Pierre), du Canadien Pacifique (William Stinson) et de Federal Industries (John Fraser), s'est fait l'apôtre hier d'un fédéralisme efficace, basé sur un nouveau partage des compétences, un sénat élu, mais aussi sur une reconnaissance affaiblie du caractère distinct du Québec.

Les chefs d'entreprises canadiennes prônent notamment la fin de l'isolement constitutionnel du Québec — résultant de la non-signature de l'Acte constitutionnel de 1982 et de l'échec de l'Accord du lac Meech — mais proposent de limiter son caractère distinct aux questions linguistiques et culturelles.

Le principal conseiller constitutionnel de l'organisme, Gordon Robertson, ancien greffier du Conseil privé de l'ex-premier ministre Trudeau, propose que le caractère distinct du Québec soit reconnu que dans le préambule de la constitution. L'Accord du lac Meech proposait l'enclassement de cette clause dans la constitution.

En ce qui a trait à un nouveau partage des compétences, les chefs d'entreprises proposent de procéder par le truchement d'ententes administratives et d'éviter de recourir au processus «difficile» d'un amendement constitutionnel. Le ministre québécois des relations fédérales-provinciales, Gil Rémillard, affirmait lui aussi plus tôt cette semaine que de simples ententes administratives pouvaient régler une bonne part des problèmes du fédéralisme canadien.

Les chefs d'entreprises n'ont toutefois pas fait état d'une proposition détaillée d'un nouveau partage des pouvoirs. Tout comme le chef des libéraux Jean Chrétien, ils affirment que les compétences doivent être attribuées au gouvernement le plus apte à les exercer, ce qui implique un transfert dans les deux sens.

«Il en résulterait un fédéralisme plus décentralisé», dit M. D'Aquino, qui promet des propositions plus concrètes à l'automne.

Le puissant lobby du monde des affaires suggère néanmoins une plus grande centralisation des pouvoirs en matière économique, notamment en ce qui a trait aux valeurs mobilières et à la réglementation des institutions financières, de manière à ce que les pratiques dans ces domaines soient harmonisées. L'environnement devrait aussi être de juridiction fédérale.

En contrepartie, le gouvernement fédéral devrait «cesser de jouer à la police» dans des secteurs tels que l'éducation et la santé, des domaines de juridiction provinciale dans lesquels Ot-

tawa intervient par le truchement de son pouvoir de dépenser.

«Le principe directeur d'un nouveau partage des pouvoirs doit être le bon sens», résume M. D'Aquino.

Enfin, une réforme du système fédérale doit aussi s'accompagner d'une réforme de ses institutions centrales. «Nous croyons qu'un Sénat élu avec un éventail de pouvoirs efficaces et une représentation pondérée est un choix à privilégier», affirme John Fraser, le président de Federal Industries, de Winnipeg.

Le Conseil canadien des chefs d'entreprises, dont la majorité des membres proviennent de Toronto, se fait par ailleurs silencieux sur la question autochtone. Tout au plus propose-t-il «la reconnaissance du droit des peuples autochtones à préserver leurs identités culturelles».

Le puissant lobby entend aussi démontrer que l'éventuelle rupture du Canada s'accompagnerait d'un coût économique élevé. Des études seront publiées au cours des prochains mois pour supporter l'affirmation, dit M. D'Aquino. Les récents sondages indiquent que les Canadiens de l'extérieur du Québec préfèrent dans une proportion de 60 p. cent le statu quo à un fédéralisme décentralisé, quitte à ce que le Québec opte pour la souveraineté.

L'organisme, qui se dit fort du consensus de ses membres, compte dans ses rangs plusieurs chefs d'entreprises québécois influents, dont Bertin Nadeau (Unigesco), Claude Castonguay et Jacques Drouin (La Laurentienne), André Bérard (Banque Nationale), Raymond Cyr (Bell Canada) ainsi que Guy Saint-Pierre (SNC).

En bref

WEEKES NÉGOCIERA L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

Le ministre du Commerce extérieur Michael Wilson a annoncé hier la nomination de John M. Weekes au poste de négociateur en chef dans les négociations d'un accord de libre-échange entre le Canada, le Mexique et les États-Unis. M. Weekes était depuis 1987 ambassadeur du Canada auprès du GATT à Genève et, à ce titre, il a activement participé aux négociations commerciales multilatérales. Pour mener à bien sa mission, le négociateur en chef comptera sur les services d'un bureau spécial de négociations au sein du ministère des Affaires extérieures et du ministère du Commerce extérieur ainsi que d'une équipe de négociateurs experts en différents domaines, provenant de divers ministères. Le ministre Wilson a indiqué que M. Weekes collaborerait étroitement avec les provinces afin de mettre au point la stratégie canadienne pour les négociations et qu'il consultera le secteur privé par l'entremise du Comité consultatif sur le commerce extérieur et des Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur qui sont composés de représentants du milieu des affaires, de syndicalistes et d'universitaires.

RAE DIT QUE MULRONEY COMMET UNE ERREUR

Le premier ministre Brian Mulroney a commis une «grave erreur» en rejetant la suggestion d'une assemblée de Canadiens qui discuterait d'une nouvelle constitution, a déclaré vendredi le premier ministre de l'Ontario Bob Rae.

«Écarter purement et simplement, sur-le-champ, une possibilité en l'absence de toute discussion sérieuse, c'est à mon avis une très grave erreur», a dit aux journalistes M. Rae, qui se trouvait sur l'esplanade de la législature à la suite d'un exercice de sauvetage. Jeudi, à Ottawa, M. Mulroney avait exclu la proposition d'une assemblée constituante à moins que le Québec y participe.

IRENE MULRONEY PREND DU MIEUX

L'état de santé de la mère du premier ministre canadien, qui a subi une intervention chirurgicale dans un hôpital de Floride après une crise cardiaque, continue de s'améliorer. «Elle s'est levée pour la première fois et a marché un peu avec l'aide de quelqu'un», a déclaré M. Mulroney vendredi en arrivant à la rencontre des membres du cabinet, à proximité du lac Meech, au Québec.

500 FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX TRANSFÉRÉS À REVENU QUÉBEC

Le ministre Otto Jelinek a annoncé, vendredi, qu'environ 500 fonctionnaires de Revenu Canada seront transférés au ministère québécois du Revenu, à la suite d'une entente sur la perception de la taxe de vente provinciale et la taxe sur les produits et services (TPS). Ces fonctionnaires, a souligné le ministre fédéral, ne subiront aucune diminution de salaire et ils conserveront leur ancienneté. À compter du 1er janvier, le Québec va administrer sa propre taxe et la TPS et les coûts seront partagés également entre Ottawa et la province.

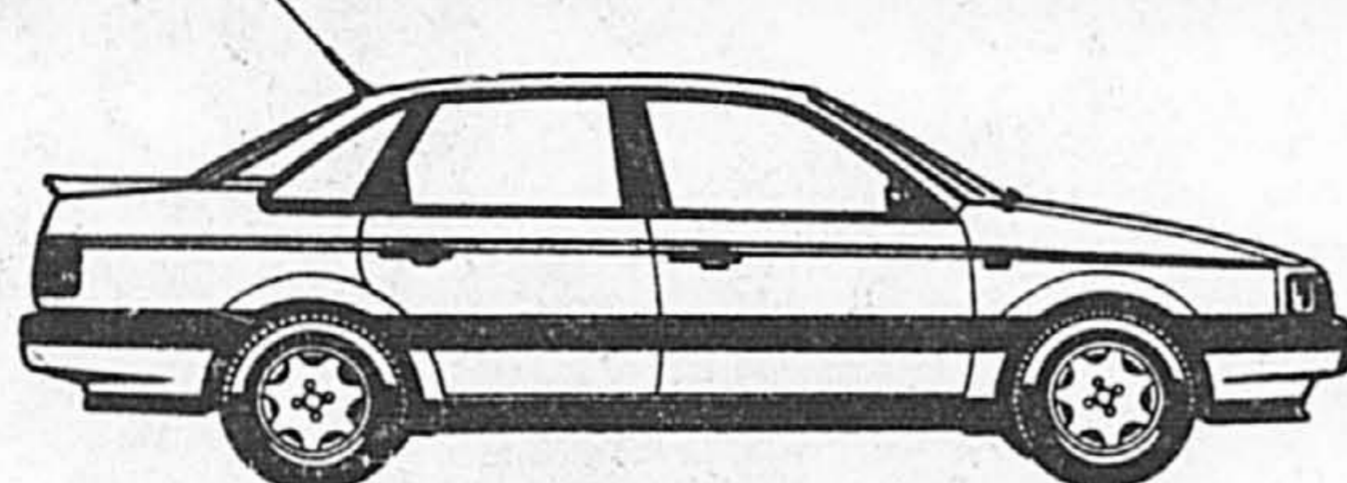
Le comité Beaudoin-Edwards supplie les chefs de se taire

Presse Canadienne

Les leaders politiques canadiens et québécois, tels que MM. Brian Mulroney, Jean Chrétien et Gil Rémillard, devraient cesser de faire des déclarations qui interfèrent sur les travaux en cours du comité Beaudoin-Edwards portant sur le processus de modification de la constitution canadienne.

Tel est l'avis exprimé hier par le député conservateur, Jean-Pierre Blackburn, un des membres du Comité mixte spécial sur le processus de modification de la constitution, en cette deuxième et dernière journée des audiences à Montréal.

M. Blackburn a souligné l'importance pour les 17 sénateurs et députés conservateurs, libéraux et néo-démocrates qui composent le comité de n'être l'objet d'aucune pression pouvant venir de leur chef.



La Passat

- Moteur 16 valves 134 ch
- Air climatisé
- Radio am/fm stéréo cassette
- Volant ajustable et plus encore

16 499 \$ *

*Trans., prép., taxes en sus



Automobile André Rivest



839, rue Notre-Dame, Repentigny Tél.: (514) 585-1700

Automobile

Lundi,

dans le cahier

automobile,

La Presse

vous propose

La Range Rover:

la Rolls des forêts



Un article signé Denis Duquet

La Presse

Information

Ville de Montréal

Assemblée du Conseil

La prochaine assemblée du Conseil aura lieu le lundi 13 mai 1991, à 19 heures.

L'hôtel de ville de Montréal est situé au 275, rue Notre-Dame Est (métro: Champ-de-Mars).

Assemblée publiques des Commissions et des Comités du Conseil

Commission permanente de l'administration et de la qualité des services

Mercredi 15 mai 1991
19 heures
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Salle du Conseil
(Métro: Champ-de-Mars)

Thème: Délibérations et recommandations à la suite de l'étude publique du bilan sur le programme d'accès à l'égalité en emploi pour les communautés culturelles et du plan d'action 91 relatif à ce programme.

Lors de cette séance, une période de questions sera réservée au public.

Les citoyens et citoyennes pourront se renseigner à ce sujet auprès des bureaux Accès Montréal ou à la Division des commissions permanentes du Conseil située au 85, rue Notre-Dame Est, bureau R-200. Renseignements: 872-3770.

Le 27 avril 1991

Le greffier de la Ville, Léon Laberge

VIVRE MONTRÉAL ET EN PARLER

comfort physio sport spa inc.

physiothérapie
spécialisé en orthopédie et thérapie sportive
assurances, c.s.t., r.a.a., d.v.a. son acceptés

DÉPARTEMENT DE SPORT SPA
massothérapeutes: massage suédois.
loufa: kinesiologiste classes d'exercices.
diététiste: conseil en nutrition

5730, chemin upper lachine (à ndg) 489-2135

VANCOUVER
Vol aller retour à partir de **279\$*** (TAXES ET TPS) +51\$
Aller simple à partir de **159\$ + 28\$** (TAXES ET TPS)
JUSQU'À 4 VOLS DIRECTS HEBDOMADAIRES
les lundis, mardis, jeudis et vendredis du 6 mai au 31 octobre 1991

NOMBRE DE PLACES LIMITÉ.
CONSULTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES.

*Il est possible, moyennant un supplément, d'utiliser nos vols au départ de Los Angeles ou de Vancouver soit les samedis ou les mercredis pour Los Angeles, San Francisco, Las Vegas et reprendre le voyage soit de Los Angeles, soit de Vancouver vers Montréal sur nos vols.

LOS ANGELES
Vol aller retour à partir de **459\$*** (TAXES ET TPS) +89\$
VOL DIRECT TOUS LES MERCREDIS
DU 26 JUIN
AU 4 SEPTEMBRE 1991

Ailes de l'Ouest
Permis du Québec

La Presse	Livres	Automobile	Mode	Alimentation	Design et art de vivre
DEMAIN	VOUS OFFRE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
CETTE	«Le prochain sur la liste,	«La Range Rover: la Rolls des forêts.»	«Poitras: un été lin.»	«La cuisine, un vrai champ de mines. L'aliment, une bombe à retardement.»	«Les coups de fleurs de Madeleine Arbour.»
SEMAINE	le thriller de l'été.»			(Un dossier sur la manipulation des aliments.)	
	Un texte de Gilbert Grand	Un texte de Denis Duquet	Un texte d'Anne Richer	Un texte de Danielle Bonneau	Un texte de Raymond Bernatchez

Israël répond trois fois non à James Baker

Agence France-Presse
JÉRUSALEM

James Baker a dû écourter de quelques heures sa visite en Israël hier en raison du décès de sa mère et regagner les États-Unis sans avoir pu rencontrer une délégation palestinienne.

À l'issue de cette nouvelle tournée du secrétaire d'État américain, le gouvernement israélien continue à répondre par un triple «non» aux trois points-clé qui permettraient de lever les principaux obstacles. Il s'agit de la participation au sein de la délégation palestinienne de ré-

sidents de Jérusalem-est, de négociations avec des représentants liés à l'OLP et de la participation des Nations unies, condition préalable à toute négociation pour Damas.

La poursuite de la politique de colonisation israélienne dans les territoires occupés, condamnée par les États-Unis mais ne constituant pas pour M. Baker un obstacle insurmontable à des négociations, risque également de rapidement dissuader les pays arabes prêts à rejoindre une conférence régionale.

Sur le fond, le gouvernement israélien s'oppose au principe même de l'échange des «territoires contre la paix» défendu

par les États-Unis et considéré par la communauté internationale comme la base de tout règlement.

Au cours de ses entretiens de la matinée avec le premier ministre Yitzhak Shamir et le ministre des Affaires étrangères David Lévy, il a cependant obtenu l'accord du gouvernement israélien pour que l'Union soviétique parraîne une conférence de paix au Proche-Orient aux côtés des États-Unis et pour que le rôle de ces deux pays ne se limite pas à leur présence à la séance inaugurale.

M. Baker a été informé du décès de sa mère Bonner Means Baker, à l'âge de 96 ans, alors qu'il s'entretenait avec M. Sha-

mir. Il a aussitôt décidé de regagner les États-Unis, annulant un entretien avec une délégation palestinienne et une rencontre avec le ministre de la Défense Moshé Arens.

Le secrétaire d'État avait entamé la semaine dernière sa troisième tournée au Proche-Orient depuis la fin de la guerre du Golfe afin de rechercher un accord pour la réunion d'une conférence de paix. Il s'est rendu successivement en Israël, en Jordanie, en Égypte, en Arabie saoudite, au Koweït, en Syrie, puis en Union soviétique.

Il était revenu jeudi soir en Israël pour obtenir les réponses du gouvernement israélien à certaines questions préalables

afin d'orienter la suite de ses efforts. Vendredi matin, à l'issue d'un entretien avec David Lévy, il s'est déclaré «content d'avoir reçu certaines réponses positives».

M. Lévy «m'a donné des réponses à certaines questions que je lui avais laissées. On peut travailler sur certains d'entre elles. D'autres, franchement, nous posent problème», a indiqué M. Baker.

Le chef de la diplomatie américaine a déclaré avant son départ: «Nous avons certaines réponses mais nous en attendons d'autres encore». Il a indiqué ne pas savoir s'il avait fait assez de progrès pour revenir dans la région.

Saddam retire ses troupes de Zakho

Agence France-Presse
BAGDAD

L'Irak a obtenu à l'ultimatum allié et a retiré ses forces de Zakho, dans le nord du pays, afin d'y permettre l'installation des réfugiés kurdes dont les représentants viennent de conclure un accord avec Bagdad pour l'autonomie de leur province, accord accueilli toutefois avec scepticisme.

De source militaire britannique, on a appris hier que quelque 150 membres des forces de sécurité irakiennes avaient quitté la veille au soir la ville de Zakho, laissant sur place cinquante policiers qui auront le droit de porter des armes afin d'assurer leur rôle de maintien de l'ordre.

Outre l'ultimatum lancé mercredi par les alliés, plusieurs mises en garde américaines dépourvues d'ambiguïté ne laissaient en fait pas d'autre choix à Saddam Hussein que de céder.

Le président George Bush avait qualifié jeudi de «très bon développement» l'annonce par l'Irak d'un retrait de ses forces mais attendait confirmation officielle de ce retrait.

Le président Bush se disait convaincu hier qu'il n'y aurait pas de confrontation entre forces alliées et irakiennes dans le nord de l'Irak, affirmant que Saddam Hussein n'était pas «assez fou» pour défier les troupes américaines et appelant une nouvelle fois à son renversement.

D'autre part, à Genève, le président de la commission des droits de l'homme de l'ONU, le Péruvien Enrique Bernales Ballesteros, a adressé un message au président Saddam Hussein l'appelant d'urgence à assurer à tout prix le respect des droits de l'homme en Irak et en particulier pour les Kurdes.

Dans ce message, M. Ballesteros a exprimé sa plus vive inquiétude devant les informations faisant état de massacres et d'autres violations massives des droits de l'homme en Irak, affectant sérieusement, entre autres, la population d'origine kurde. Il a rappelé au président Saddam Hussein que «les droits humains élémentaires applicables en toutes situations, y compris celles de troubles, de violence ou de tension intérieure ne peuvent souffrir la moindre exception».

De son côté le secrétaire américain à la défense M. Dick Cheney avait averti que les États-Unis pourraient déployer des forces supplémentaires dans le nord de l'Irak si cela s'avérait nécessaire pour mener à bien l'aide aux réfugiés kurdes. Il avait ajouté que si les Irakiens n'obtempé-

raient pas, «il ne devrait y avoir aucun doute dans leur esprit sur ce qui arriverait».

De 200 à 300 membres des forces de sécurité irakiennes étaient dans la ville au cours des derniers jours et leur présence était considérée comme une manœuvre d'intimidation envers les réfugiés kurdes.

Le général John Galvin, qui commande l'opération «Provide Comfort», a confirmé l'attentat perpétré mercredi soir au cœur de la ville de Zakho par des peshmergas, les rebelles kurdes, faisant, selon le témoignage de plusieurs habitants, un ou deux morts ainsi qu'un blessé dans les rangs de policiers irakiens.

Maintenant que le retrait irakien est effectif, des responsables américains chargés de l'aide humanitaire se sont déclarés convaincus du retour des réfugiés massés dans les montagnes où ils avaient fui devant la répression de la rébellion kurde par les militaires irakiens.

Un porte-parole américain a du reste indiqué que les Américains avaient rencontré les chefs de clans kurdes dans les camps de réfugiés et des groupes de résistance kurdes du côté irakien de la frontière pour tenter de les convaincre de descendre des montagnes.

Un millier d'hommes kurdes, a dit le porte-parole américain, ont été amenés par hélicoptères à Zakho pour aider à construire le village de tentes.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a indiqué hier que les Nations Unies prendront en charge dans les prochains jours les camps de réfugiés installés autour de la ville de Zakho.

L'aide internationale aux réfugiés kurdes, qui selon les chiffres fournis par le ministère irakien de l'Intérieur, dépasseraient le million pour le seul côté iranien, s'intensifie.

Enfin, l'accord de principe sur l'application des accords de 1970 sur l'autonomie des Kurdes d'Irak, conclu mercredi entre les autorités irakiennes et des dirigeants de l'opposition kurde, suscite des réactions plutôt mitigées. C'est le cas de l'ayatollah Mohammad Taghi Moudaressi, chef de l'une des principales composantes de l'opposition islamique irakienne, qui a déclaré ne pas faire confiance en Saddam Hussein, mais aussi du premier ministre britannique John Major qui s'avoue sceptique.

Toutefois, le chef du Parti démocratique du Kurdistan, M. Massoud Barzani, a estimé hier que cet accord représentait «un grand espoir pour le peuple irakien et le peuple kurde».



Des grévistes bloquent les trains sur la ligne principale en direction de Moscou dans la ville biélorusse d'Orsha. Environ 10 000 travailleurs ont participé à la manifestation. PHOTO AP

Gorbatchev annonce «l'état d'exception» dans plusieurs secteurs de l'économie

Agence France-Presse
MOSCOU

Mikhail Gorbatchev a indiqué hier devant le parlement soviétique qu'il promulguerait aussitôt après le 1er mai un décret instaurant «l'état d'exception» dans plusieurs secteurs de l'économie.

Le président soviétique n'a pas fourni d'indications sur les secteurs de l'économie qui seront touchés par cette mesure, ni sur ce qu'impliquait exactement l'état d'exception.

Lors d'un discours prononcé devant le plénum du comité central du Parti communiste, dont les travaux se sont achevés jeudi soir, le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, avait préconisé l'instauration d'un «régime d'exception» dans les banques et pour les impôts. Il avait proposé aussi un «état d'urgence» dans les transports,

la métallurgie et le secteur énergétique.

«Les gens demandent à ce qu'on maintienne l'ordre constitutionnel, même avec les mesures les plus impopulaires», a poursuivi M. Gorbatchev en indiquant que ce décret présidentiel en préparation faisait l'objet de consultations avec les républiques.

Selon le président soviétique, «il n'y a pas de quoi s'étonner: jamais une seule société n'a pu sortir de la crise en n'utilisant que des mesures économiques».

«Ne soyez pas étonnés. La société ne sortira d'aucune crise sans cela», a déclaré M. Gorbatchev.

La constitution soviétique ne parle, dans l'article (127) consacré aux pouvoirs du président, que d'un «état d'urgence» mais pas d'un «état d'exception».

L'article 127 dispose à cet égard que «le président, en fonction des intérêts de la sécu-

rité des citoyens de l'URSS, peut annoncer l'état d'urgence dans certaines régions, et si nécessaire, l'introduire à la demande ou avec l'accord du présidium du Soviet suprême (parlement), ou bien de l'organe supérieur du pouvoir d'État d'une république concernée».

Par ailleurs, quelques usines étaient toujours en grève hier à Minsk, la capitale de la Biélorussie (ouest de l'URSS), mais la plupart avaient repris le travail à la suite d'un appel du comité de grève local à cesser provisoirement le mouvement, a indiqué l'agence soviétique non-officielle Interfax.

Les arrêts de travail se poursuivaient notamment hier dans certains ateliers de l'usine de tracteurs et de celle de construction automobile de la ville, a dit à Interfax un porte-parole du comité de grève, Mme Tatiana Dyo.

Le comité a appelé les travail-

leurs à débrayer de nouveau le 21 mai, le jour où doit s'ouvrir une session du parlement local.

Des douzaines d'usines avaient cessé le travail mercredi et jeudi à Minsk et des dizaines de milliers de grévistes s'étaient rassemblés sur la place Lénine de la capitale biélorusse pour exiger des réformes politiques et économiques.

M. Sergueï Antontchik, coprésident du comité de grève, a expliqué à Interfax que la décision d'interrompre le mouvement avait été prise de peur d'éventuelles violences.

Par ailleurs, Interfax a annoncé que les mineurs de charbon de Vorkouta (grand nord) reprendraient le travail aujourd'hui à la suite d'un accord conclu avec les dirigeants de la Fédération de Russie. Aux termes de cet accord, le gouvernement russe assumera la responsabilité du fonctionnement de ces mines en lieu et place de celui de l'URSS.

Chez les peshmergas au coeur du Kurdistan irakien

PAULE ROBITAILLE
collaboration spéciale
La Presse à ASKI MAWSIL EN IRAK

Les peshmergas, les guerriers kurdes, se reposent étendus sur de vieux matelas. Kalichnikov à leur côté, dans une ancienne caserne de soldats irakiens. Ces maquisards en turban, ceux qui font face à la mort, comme l'indique leur nom kurde, tiennent le village en ruines d'Aski Mawsil à 20 kilomètres de la frontière turque, à 40 kilomètres des troupes irakiennes les plus proches. Ils règnent en rois et maîtres dans ces montagnes du nord de l'Irak.

Pour se rendre à Aski Mawsil, il faut emprunter à l'inverse le chemin pris par les Kurdes qui se sont sauvés du massacre. Sur la route, la senteur des animaux morts tués par les mines placées par l'armée irakienne rappelle les nombreuses victimes qui ont aussi laissé leur peau dans ce champ miné durant les jours d'exode. On s'imagine aussi la panique de ces nuits d'enfer où des citoyens irakiens pris de peur ont fui vers la Turquie. Des réfugiés y ont laissé leur véhicule, des voitures nouveau modèle, des camions, des autobus et même un camion de pompiers, faute de pouvoir avancer sur les routes de terre boueuses à la frontière turque. «Mort au criminel Saddam», peut-on lire sur le pare-brise d'une voiture vandalisée.

Sur la route d'Aski Mawsil, dans le creux des vallées, on voit les ruines de villages complètement rasés par les armées irakiennes. En 88, Saddam Hussein avait voulu se débarrasser de ces Kurdes qui avaient osé se rebeller contre son autorité toute-puissante au lendemain de la guerre contre l'Iran. Saddam avait adopté la politique de la terre brûlée, rasant des centaines de villages du nord de l'Irak, évacuant les villes, tuant des milliers d'Irakiens par le biais de gaz mortels.

Si l'exode récent des Kurdes a sans doute fait l'affaire de Saddam, ces derniers se promettent de revenir chez eux et les peshmergas sont le symbole de leur survie, de leur lutte perpétuelle.

Zaim Ali, appelé «général» par ses soldats, est étendu dans ses quartiers devant des plats opulents, cartoucière en bandoulière. Le jeune commandant de 38 ans, la barbe noire, les yeux foncés, raconte que le but des peshmergas c'est la paix des Kurdes à l'intérieur de l'Irak. Lorsque l'on parle d'État kurde pourtant, ses yeux brillent et il esquisse un sourire. «Ce serait merveilleux mais ça effaroucherait la Turquie et l'Iran qui ne voudraient pas voir revivre trop fort le sentiment d'indépendance de leurs Kurdes. Mais si les Américains décident d'aller jusqu'au bout et de défendre notre cause, que peut dire la Turquie?» L'aide humanitaire

des Américains et leur volonté de contrôler le nord de l'Irak donnent des élans mégalomanes à Zaim Ali. «Mais je ne suis pas dupe. La création d'un État kurde n'est pas pour demain. Les Américains ne nous ont même pas encore rencontrés. Les Américains, finalement, ils veillent à leurs intérêts propres, c'est tout.

«En 1970, le parti de Saddam Hussein nous avait promis l'autonomie, nos écoles, nos journaux», explique le général Ali. Tout ça, c'est bidon. Qu'est-ce que ça donne des écoles, des journaux kurdes si tout est filtré, si tout ce qu'on dit et on fait est déterminé par les vœux de Saddam?»

Mais les peshmergas retranchés dans les montagnes du nord de l'Irak ne contrôlent qu'une fraction du territoire kurde. Ils sont réduits à l'impuissance par des troupes irakiennes ressuscitées des cendres de la guerre du Golfe.

À la fin de la guerre, pendant que la Garde républicaine était en train de mater les rebelles chiites du sud, les peshmergas avaient réussi à prendre les villes importantes du nord. Mais l'armée de Saddam Hussein a vite fait de monter au nord et reprendre ses positions. «Si les Américains nous avaient donné un quart des moyens qu'ils ont donnés aux moudjahidine afghans,

raconte un soldat, on aurait pu tenir le coup. Pourquoi n'ont-ils rien fait pour nous aider?»

Selon Zaim Ali, il y a encore 20 000 peshmergas dans les montagnes du nord. Les kalichnikov, les roquettes antichars et les mortiers des peshmergas pèsent bien peu contre les troupes irakiennes.

Et puis Zaim Ali a peur des discussions entre militaires kurdes et Saddam Hussein. L'entente de principe a été conclue avec Jela Talabani, le chef d'un des deux partis kurdes les plus importants. Mais Talabani n'est pas le leader des peshmergas. Le chef c'est Masoud Barzani, du Parti démocratique kurde. Entente ou pas, inconnue, Zaim Ali se demande comment on peut croire un homme qui ment sans scrupules.



Date-limite maintenue PHOTOS AP

Nelson Mandela, vice-président du Congrès national africain, a réitéré hier aux journalistes à Johannesburg qu'il s'en tenait à la date-limite du 9 mai imposée au gouvernement par l'ANC pour en arriver à une entente sur le partage des pouvoirs en Afrique du Sud. Hier également, Winnie Mandela (à g.) s'est rendue à la Cour suprême du Rand où elle doit répondre à des accusations d'enlèvement et de voies de fait.

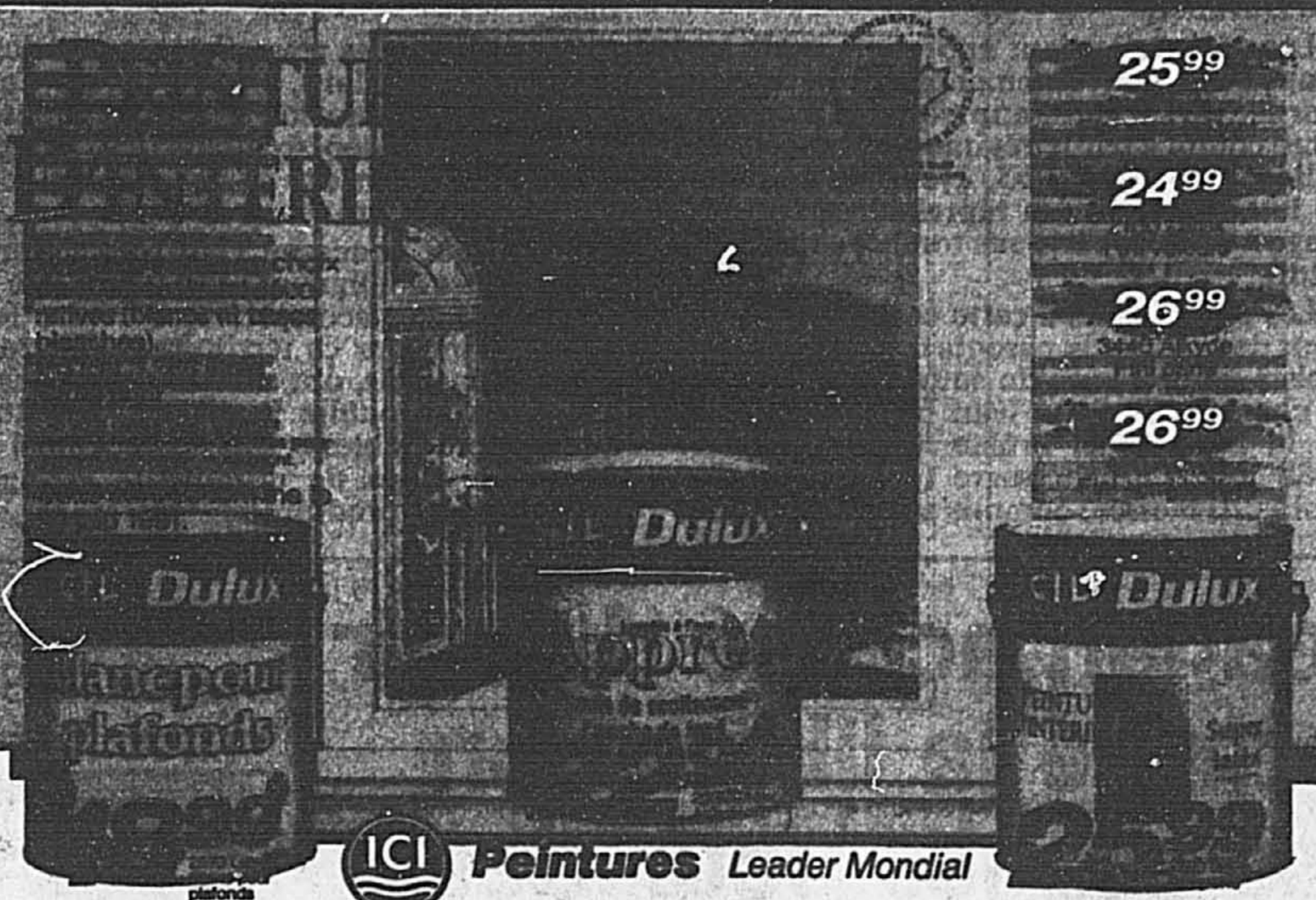
Le Monde
Autres informations
► F5, F6

LAMBERT
QUINCAILLERIE

LA QUINCAILLERIE DES GRANDES MARQUES

**Dulux,
un choix
écologique**

**SUPER
VENTE**



ICI Peintures Leader Mondial

ONDINE



**ÉCONOMISEZ
50%
DE
CONSUMMATION
D'EAU**

On dine vous offre des appareils de douche raffinés, conçus et réalisés pour les salles de bain modernes. Les modèles de luxe offrent le jet massant par pulsation, le jet ordinaire réglable de gros à très fin et le jet combine.

SPÉCIAL 46⁹⁵\$

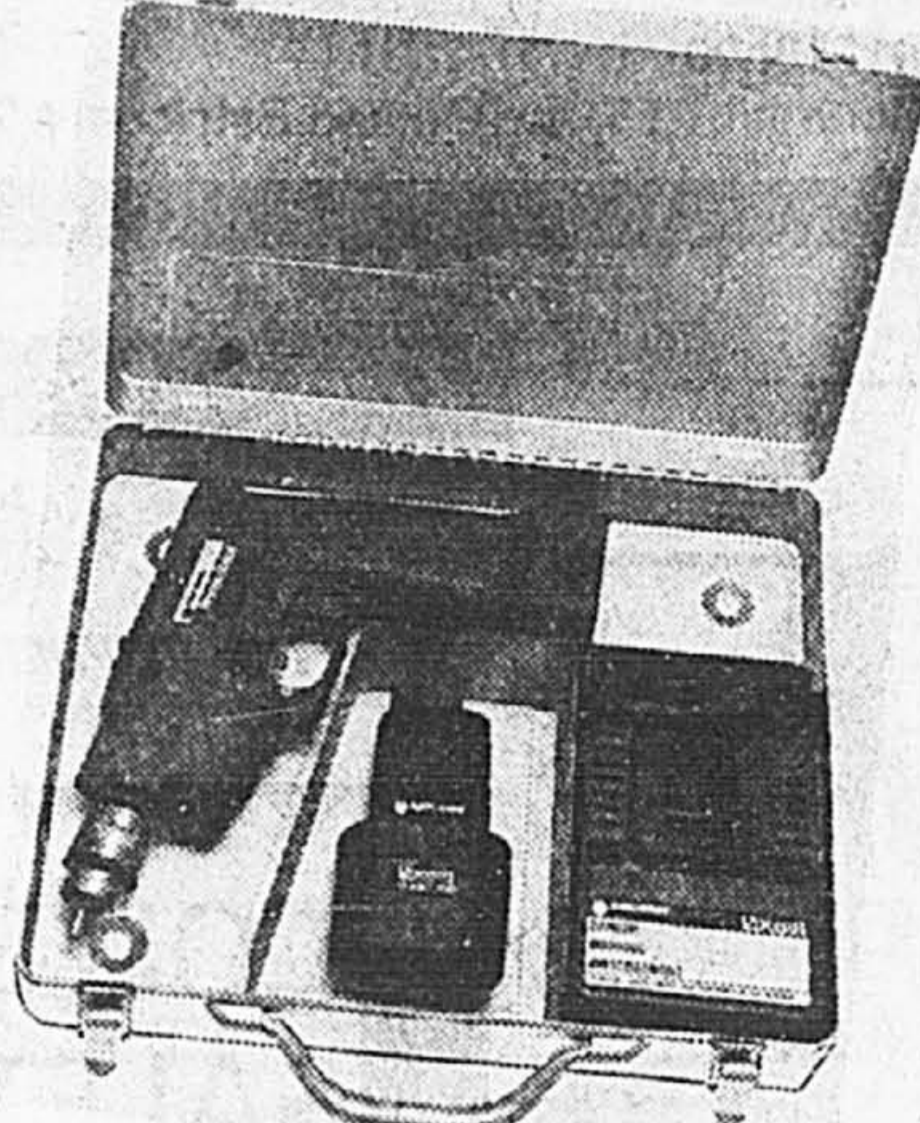
Prix courant 73,10 \$
Modèle C243A
Beau fini chrome velouté. Jet massant par pulsation, jet ordinaire entièrement réglable. Boyau en Metallflex facile d'entretien.

SPÉCIAL 26⁹⁵\$

Prix courant 43,70 \$

Modèle C28411
Jet massant par pulsation, jet ordinaire réglable de gros à très fin et jet combiné.

**BLACK & DECKER®
PERCEUSE SANS FIL**



Stock #2663 Bp-14
9.6 volt, vitesse variable, réversible, avec coffret, pile, chargeur.

SPÉCIAL CONTRACTEUR 199⁹⁵\$
L'ensemble Stock #0027811

**BLACK & DECKER®
PROFESSIONNEL**

SCIE CIRCULAIRE 7 1/4"

#3057-04

13 amp., avec lame carburée 18 dents, Piranna.

SPÉCIAL CONTRACTEUR

169⁹⁵\$

GAGE DE QUALITÉ POUR LES CONSTRUCTEURS
Essayez cet outil au travail et si le vous donne plus d'aise, satisfactions, rappelez-vous simplement au magasin dans les 30 jours. Vous serez remboursé.

ACHETEZ UNE SCIE CIRCULAIRE SAWCAT®

#3057-04 et recevez gratuitement une ponceuse sans poignée de **99⁹⁵\$ GRATUIT**

BLACK & DECKER® Valeur suggérée de

OFFRE DE PRIME



GLOBE ELECTRIQUE INC.

RHÉOSTAT SDP-500

À pression, 500 watts max.

Stock #4015017

SPÉCIAL PRINTEMPS

447\$ ch.

PRISE MULTIPLE
Avec protection.

Stock #4015145
SPÉCIAL PRINTEMPS

797\$ ch.

GLOBE ESPACE

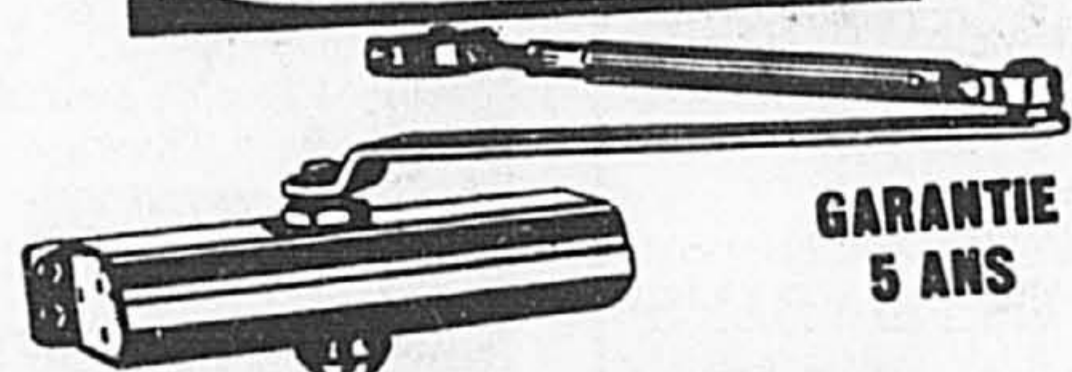


PRISE LATÉRALE

Espace plus
Stock #4015003
SPÉCIAL PRINTEMPS

695\$ ch.

TAYMOR



GARANTIE 5 ANS

FERME PORTE, RÉVERSIBLE

Taymor, aluminium, 2 vis d'ajustement UL et ULC.

#502
Prix sugg. 61,78 \$

PROMO **38⁹⁵\$**

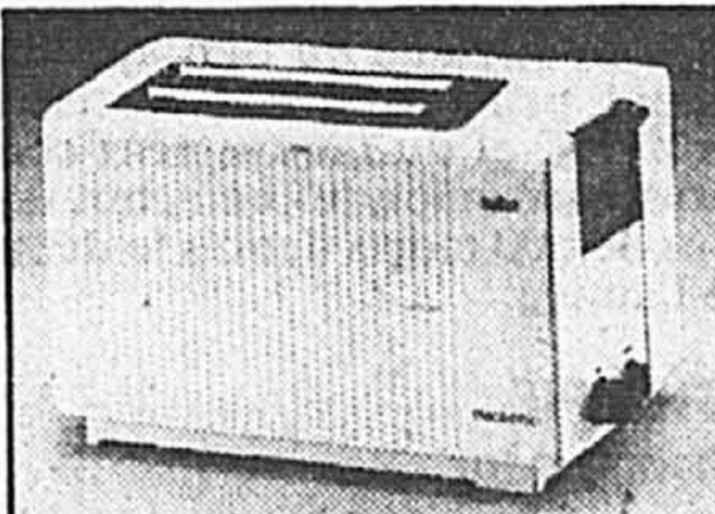
#5032
Prix sugg. 69,18 \$

42⁹⁵\$

#504
Prix sugg. 82,84 \$

51⁹⁵\$

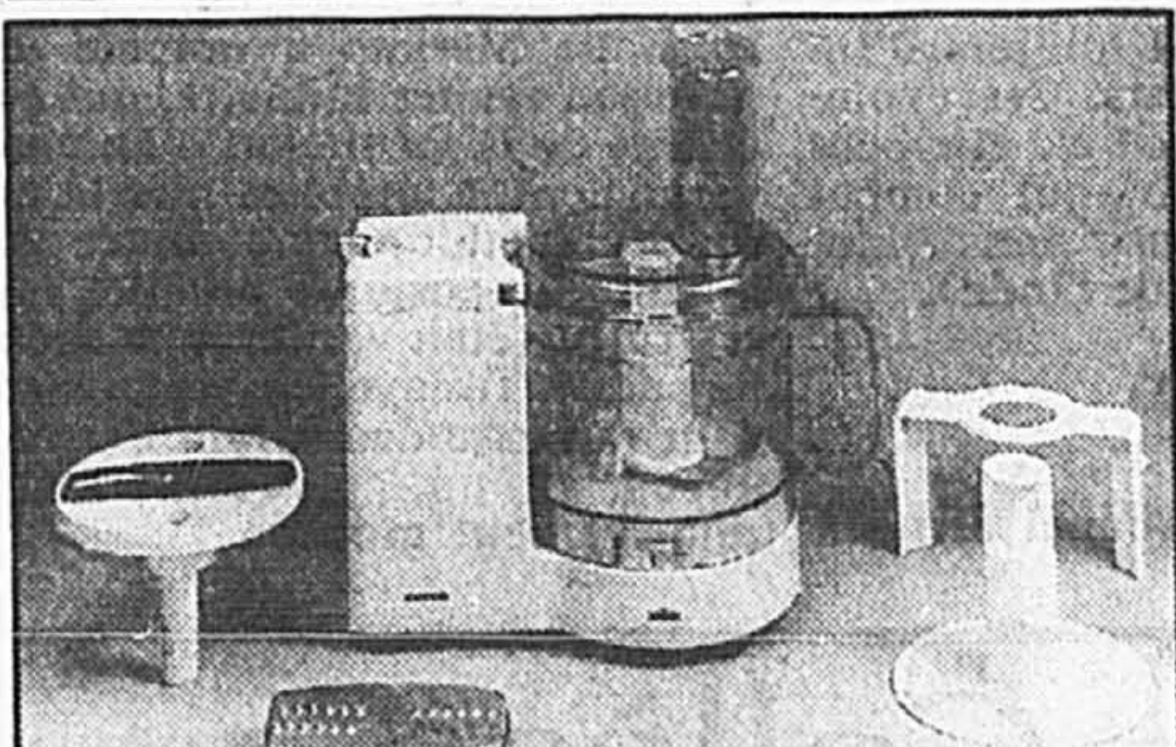
BRAUN



GRILLE-PAIN HT-40

Électronique, toujours froid au toucher.
Stock #69865
SPÉCIAL PRINTEMPS

49⁹⁵\$

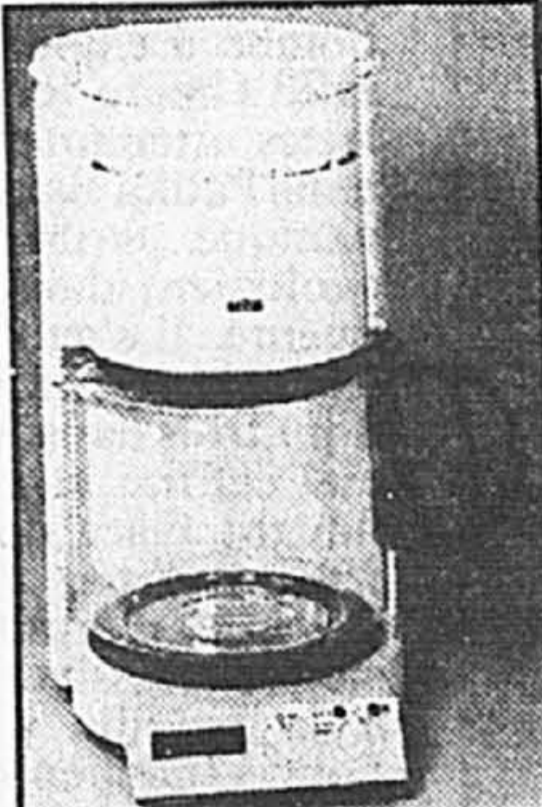


ROBOT CULINAIRE DE LUXE UK-9

Stock #69819

SPÉCIAL PRINTEMPS

89⁹⁵\$

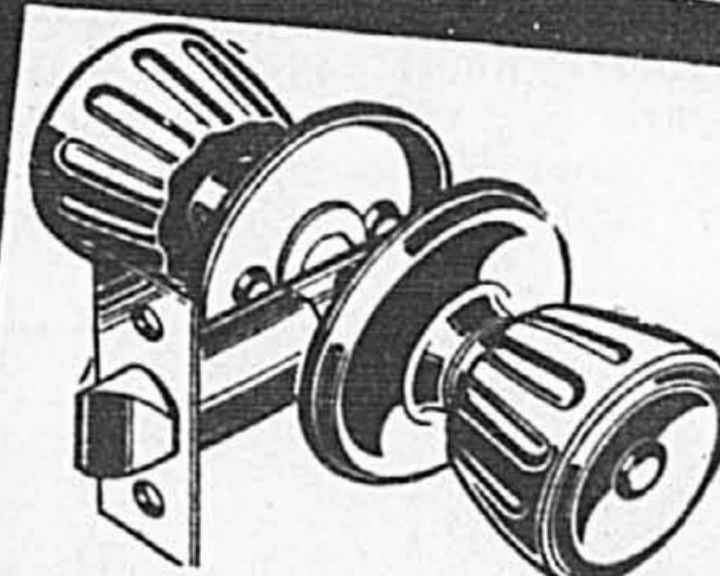


CAFETIÈRE 12 TASSES KF-82

Blanche ou noire.
Stock #69843

SPÉCIAL PRINTEMPS

79⁹⁵\$



WEIBER

GRAND CHOIX DE COULEURS ET FONCTIONS

ÉCONOMISEZ 30%

VADROUILLE ABEILLE D'ATLANTIQUE

SPÉCIAL PRINTEMPS

1397\$ ch.

SEAU ABEILLE D'ATLANTIQUE

SPÉCIAL PRINTEMPS

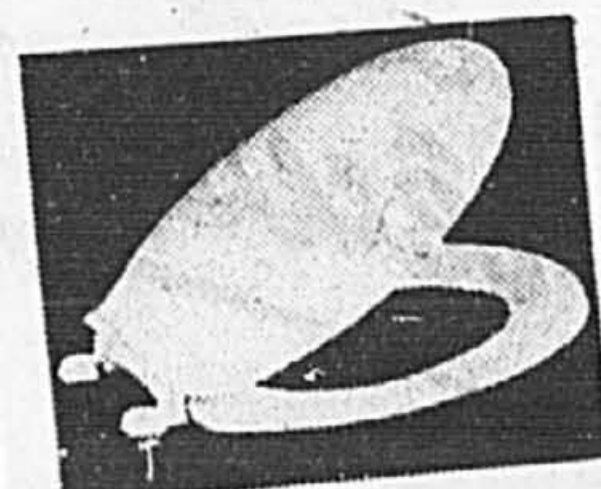
597\$ ch.

Olsonite

CHANGEZ VOTRE SIÈGE DE TOILETTE

BLANC #20 pour aussi peu que

595\$



APCHA

ZICPCS Membre

DOOR & HARDWARE INSTITUTE

MÉTRO BEAUBIEN

STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE DU MAGASIN

Le Quincaillier
RCHA

Master Card VISA La Carte Or

LAMBERT
QUINCAILLERIE

6524, PLAZA ST-HUBERT, MONTRÉAL
(QUÉBEC) H2S 2M3

Tél.: (514) 274-3521 Fax: (514) 274-3877

Le Parti communiste d'URSS a peur du vide

Agence France-Presse
MOSCOU

Le plénum du comité central n'a pas ménagé ses critiques acerbes à l'encontre de Mikhaïl Gorbatchev, mais son rejet unanime de la démission que le secrétaire général avait mis dans la balance a montré la « peur du vide » du Parti communiste, estiment les observateurs.

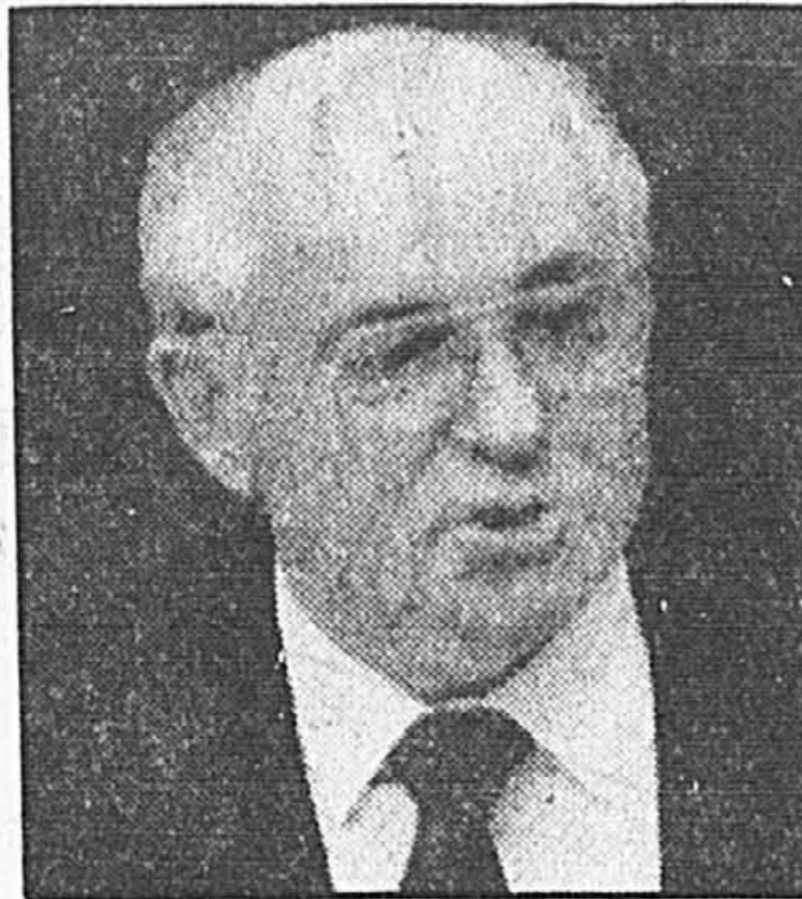
Six ans après avoir succédé à Constantin Tchernenko à la tête du parti, Gorbatchev n'avait jamais été soumis à une telle pression des premiers secrétaires régionaux. Eux-mêmes sont de plus en plus remis en cause par une population qui ne voit aucune issue à la crise. Le chef du parti de Kemerovo (Sibérie occidentale), Anatoli Zaitsev, déstabilisé par huit semaines de grève dans les mines du Kouzbass, a été le plus virulent de la vingtaine d'orateurs qui ont critiqué Gorbatchev, selon tous les délégués interrogés.

Face à ces critiques répétées, le numéro un soviétique a mis le parti au pied du mur. Difficile de dire si le « je démissionne » du secrétaire général était calculé, comme certains délégués l'ont affirmé, ou si Gorbatchev a « craqué » sous l'avalanche des attaques de l'accusé d'être responsable de l'effondrement d'un pays, selon les explications d'un membre du parlement du parti, Vladimir Karпов.

Le général Albert Makachov, chef du théâtre d'opération de l'Oural, qui d'ordinaire livre rarement ses impressions, a affirmé à la sortie avoir eu « de la peine » pour Gorbatchev, qui a été pris selon lui « d'une crise de nerfs ». Mais d'autres y ont vu une manœuvre. « C'était du bon spectacle », selon Mme Saji Oumalotava, une déléguée du Caucase du nord. Selon un représentant du parti de Kiev, capitale de l'Ukraine, « Gorbatchev savait très bien que sans lui le parti s'effondrerait. Il a voulu mettre les membres du comité central à genoux et leur montrer qui était le plus fort ».

Simulé ou sincère, le « coup de théâtre » de Mikhaïl Gorbatchev a en tout cas eu l'effet attendu : après une heure et demie de suspension de séance, le plénum a repris ses travaux encore sous le choc. Au nom du bureau politique, l'exécutif du parti qui s'était réuni pendant la pause, M. Ivachko a présenté une résolution pour « retirer des débats la question de la démission » du secrétaire général. Plus de 400 membres ont adopté le texte, tandis que 13 adversaires « irréductibles » du numéro un votaient contre.

Par cette victoire à l'arrachée, Gorbatchev a fait prendre conscience aux dirigeants communistes que malgré les critiques, le « père de la perestroïka » restait incontournable et qu'aucun leader de son envergure n'avait émergé au sein du parti. Son départ risquerait de signer leur perte, à l'heure où le pays part à



Gorbatchev: sa démission était-elle un geste calculé ou, a-t-il craqué? PHOTO REUTERS

la dérive sans que les divers programmes de « passage à l'économie de marché » n'aient réussi à retourner la situation, estiment les observateurs.

La signature dans la nuit de mardi à mercredi, à quelques heures de l'ouverture du plénum, d'une « déclaration commune » avec les dirigeants de neuf républiques, dont son grand rival le président du parlement russe Boris Eltsine, est tombée à point pour le numéro un soviétique.

Le document consensuel doit en effet permettre de faire avancer la signature du nouveau Traité de l'Union, un des chevaux de bataille de Gorbatchev bloqué depuis plusieurs mois, notamment à cause de la rivalité avec Eltsine.

Tous les détails sont loins d'être réglés, en particulier le problème des relations avec les républiques indépendantistes. Mais le premier résultat est que le président soviétique semble avoir réussi à faire prendre conscience aux présidents des républiques que la Fédération risquait de les entraîner avec elle dans son effondrement.

Alarmés par la tournure des événements dans le pays, des grèves qui se poursuivent dans les mines, des conflits inter-ethniques sporadiques, de l'effondrement économique pour le moment inexorable, les organisations locales du Parti communiste avaient conclu à la responsabilité des réformes et de leur initiateur, Gorbatchev.

Mais celui-ci a réussi à les convaincre par son geste que la situation était arrivée à un tel point que son départ ne ferait qu'aggraver les choses. Après avoir évacué la question de sa démission, le plénum s'est achevé dans une atmosphère étrangement calme, adoptant en particulier le rapport économique du premier ministre Valentin Pavlov et réglant des problèmes « organisationnels ».

Le général Mikhaïl Sourkov, secrétaire du comité du parti des forces armées récemment créé, fait ainsi son entrée au bureau politique. L'économiste radical Stanislav Chataline a lui été exclu du comité central, à la suite de sa démission du Parti communiste de l'Union soviétique.

1500 Haïtiens commémorent le souvenir des victimes de la lutte à la répression

Agence France-Presse
PORT-AU-PRINCE

1 500 personnes environ ont commémoré hier, à Port-au-Prince par une messe et une procession, le souvenir des victimes de la lutte contre la répression sous la dictature des Duvalier.

Les députés avaient approuvé, jeudi, une proposition gouvernementale de décréter la journée du 26 avril, anniversaire d'un massacre commis par le régime de François Duvalier le 26 avril 1963, « Journée nationale de la Lutte contre la répression », en hommage à tous les Haïtiens tombés sous la dictature.

Les participants à cette commémoration, dont de nombreux parents des victimes, ont assisté à une messe du souvenir, célébrée à la chapelle de Saint-Jean Bosco, au centre de la basse ville, brûlée le 11 septembre 1988 lors d'un massacre (13 morts et au moins 70 blessés) commis par les néo-duva-

liéristes au moment de la célébration d'une messe par le père Jean Bertrand Aristide, l'actuel chef de l'État.

La foule s'est ensuite rendue au Fort Dimanche, ancienne prison politique du régime des Duvalier, transformée aujourd'hui en Musée, pour s'y recueillir et y déposer des gerbes de fleurs à la mémoire des victimes.

Par ailleurs, les ressortissants américains se rendant en Haïti, en Bolivie, au Cameroun et en Albanie doivent être prudents au cours de leurs déplacements dans ces pays en raison de tensions civiles, a averti le département d'État.

En ce qui concerne Haïti, les autorités américaines soulignent qu'il ne semble pas y avoir de menace spécifique contre leurs ressortissants sur ce territoire à l'heure actuelle. Toutefois, ont-elles indiqué dans un communiqué publié jeudi soir, « des incidents imprévisibles et sporadiques ainsi que des actes isolés de criminalité sérieuse » pourraient s'y produire.

Pour la Bolivie, le département d'État a cité une série d'incidents terroristes isolés contre les Américains durant les trois dernières années. Il a souligné que la région de Chapare, entre les villes de Cochabamba et Santa Cruz, était « dangereuse en raison des activités de trafic de drogue ».

Au Cameroun, le département d'État a cité les tensions politiques responsables de manifestations, de grèves et de dommages occasionnés par des incidents.

Enfin en Albanie, le département d'État souligne que, bien que Washington et Tirana aient rétabli le 15 mars dernier leurs relations diplomatiques, aucune ambassade américaine n'existe encore dans la capitale albanaise. Le gouvernement américain indique qu'il ne peut en conséquence fournir d'assistance consulaire normale à ses ressortissants dans un pays secoué par une agitation politique. Le département d'État a également appelé les Américains en Albanie à s'abstenir de participer à des manifestations ou de les photographier.

Reagan accusé d'avoir retardé la libération des otages pour des motifs électoraux

Jimmy Carter demande une enquête

Agence France-Presse
ATLANTA

L'ex-président américain Jimmy Carter a demandé à Atlanta (Georgie) l'ouverture d'une enquête sur les rumeurs selon lesquelles l'entourage de son successeur Ronald Reagan aurait tout fait pour que la libération des otages de l'ambassade américaine de Téhéran n'intervienne qu'après l'élection présidentielle de 1980.

« Penser que cela pourrait être vrai donne la nausée et je l'avais considéré jusqu'ici comme inconcevable », a déclaré Jimmy Carter. « Les indices sont si importants que la question devient réelle », a-t-il poursuivi, soulignant la nécessité d'une « enquête approfondie peut-être par une commission du Congrès ».

Jimmy Carter a indiqué que l'ex-président iranien Abolhassan Bani Sadr était une des sources des informations sur des pourpar-

lers secrets avec des émissaires de Ronald Reagan. Des articles de presse ont fait état de contacts entre William Casey, le chef de sa campagne électorale de 1980 et plus tard chef de la CIA, avec des officiels iraniens en Espagne pendant l'été 1980.

Un ancien responsable de la Maison-Blanche sous Jimmy Carter, M. Gary Sick, a affirmé récemment dans le *New York Times* qu'il avait découvert la trace de contacts entre les collaborateurs de Ronald Reagan et les Iraniens.

Selon les rumeurs auxquelles Jimmy Carter fait référence, les responsables de la campagne électorale de Ronald Reagan auraient voulu obtenir des Iraniens qu'ils ne relâchent pas les otages de l'ambassade avant l'élection, pour ne pas favoriser le président sortant Jimmy Carter. Les Américains avaient été libérés à l'issue d'une captivité de 454 jours juste après que Ronald Reagan eut prêté serment comme président le 20 janvier 1981.

DÉPÊCHES

INDE

Attentat
■ Au moins 3 personnes ont été tuées et 11 blessées dans l'explosion d'une bombe de forte puissance dans une galerie marchande souterraine de New Delhi hier, ont rapporté des témoins et des sources hospitalières. Les 3 personnes tuées sont mortes quasiment sur le coup lorsque la bombe a explosé en fin d'après-midi (heure locale) dans les toilettes attenantes à un restaurant dans Palika Bazar, déclenchant la panique parmi les badauds qui évoluaient dans ce lieu très fréquenté. Il s'agit de la cinquième explosion de ce type à New Delhi dont trois dans le centre commercial central et moderne de Connaught Place depuis le 18 mars, fréquenté par des milliers d'Indiens et d'étrangers. Ces explosions successives ont été attribuées à la guérilla sikh, qui combat pour l'indépendance dans l'Etat du Pendjab (nord de l'Inde).

AFRIQUE DU SUD

Accusation
■ Le Congrès national africain

(ANC) a accusé hier la police sud-africaine de conserver des « escadrons de la mort », chargés de supprimer des opposants politiques, à la suite de la publication d'une confession d'un membre supposé d'un de ces escadrons. De tels assassinats politiques, estime le communiqué de l'ANC, « ont pour but d'attiser les violences et de désigner comme responsable l'Inkhata ». Les violences politiques en Afrique du Sud, qui opposent principalement partisans de l'ANC et du mouvement conservateur zoulou Inkhata, ont fait plus de 600 morts depuis le début de l'année.

ÉTHIOPIE

Changement
■ Le président éthiopien Mengistu Haile Mariam a nommé un nouveau remier ministre, qui est chargé de la formation d'un gouvernement, a annoncé hier la radio d'Etat éthiopienne, captée par la BBC. Le poste de premier ministre, qui était vacant, sera occupé par M. Tesfaye Dinka, auparavant ministre des Affaires étrangères, un technocrate relativement modéré.

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

TRANSITION - TRAVAIL

Pour les femmes qui désirent retourner sur le marché du travail

Début: 13 mai 1991
Fin: 14 juin 1991

Allocation de formation par le C.E.I.C.
Rencontres d'information:
mardi 30 avril 1991, 13h00
Cégep du Vieux Montréal, 255, rue Ontario Est, local 3.77

Cégep du Vieux Montréal

982-3434
Tél.: 982-3434

À vous de jouer.

PARTICIPATION

LIRE
VOIR
ÉCOUTER
EN ALLEMAND
C'est facile!
AVEC LE
GOETHE-INSITUT MONTREAL
COURS INTENSIFS
de six semaines
14 mai — 19 juin
Inscriptions dès le
29 avril 1991
Prochaine session régulière:
9 sept. au 19 déc.
Renseignements:
499-0159 ou 499-0918
GOETHE-INSITUT
418, rue Sherbrooke est
(Métro Sherbrooke)

COLLÈGE SALETTE
ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET COLLÉGIAL EN GRAPHISME
JOUR · SOIR
Le programme a été conçu afin de permettre aux étudiants de développer leur créativité, d'acquies les connaissances théoriques, techniques et infographiques essentielles à la profession.
Possibilité d'ass.-chômage
Prêts et bourses
Stages pratiques
Aide au placement
INSCRIPTIONS
Étude de dossiers et inscriptions sur rendez-vous.
514-388-5725
Prospectus disponible sur demande
Technique de graphisme maquette et montage (A.E.C.) #90049
Permis du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science #749796



John Sununu

Bush doit à nouveau exprimer sa confiance en John Sununu

Agence France-Presse
WASHINGTON

Le président George Bush a dû hier exprimer à nouveau sa confiance envers le secrétaire général de la Maison-Blanche John Sununu, accusé d'avoir abusé de voyages privés et politiques en avion militaire, mais a laissé entendre que les règles de ces voyages seraient changées.

Répondant à un article du *Los Angeles Times* selon lequel il serait mécontent de M. Sununu en raison de la controverse sur cette affaire, Bush, le secrétaire général de la Maison-Blanche à ses côtés, a déclaré: « Il a mon total soutien. John Sununu a agi conformément aux règles en vigueur ».

Le président Bush, qui avait annoncé mercredi un réexamen de

ces règles, a ajouté: « Il pourrait bien y avoir des changements parce que veux que cette administration continue de ne même pas donner l'impression qu'il puisse y avoir des abus ». Il a précisé qu'aucune décision n'avait encore été prise.

M. Sununu est accusé d'avoir abusé de la règle en vigueur en effectuant au cours des deux dernières années en avion militaire 24 déplacements politiques et quatre privés. Il a remboursé ces voyages au prix d'un vol commercial plus un dollar, conformément à une directive de 1987 qui veut que le secrétaire général de la Maison-Blanche voyage en avion militaire pour pouvoir être joint à tout moment. Mais un vol en avion militaire revient environ dix fois plus cher qu'un vol commercial.

Collège André-Grasset

1001, boul. Crémazie Est, Montréal (Qué.) H2M 1M3 - 381-4293

EN EXCLUSIVITÉ À MONTRÉAL

TECHNOLOGIE DE L'ESTIMATION ET DE L'ÉVALUATION IMMOBILIÈRE 221.04

- une formation orientée vers le secteur de la construction
- une formation systématique de techniciens en évaluation foncière et de techniciens en estimation de coûts de construction
- une préparation efficace aux exigences du marché de l'emploi: organismes municipaux, bureaux d'entrepreneurs et d'architectes...

TECHNIQUES ADMINISTRATIVES 410.12

- une formation poussée en administration
- particularités des débouchés:
 - les finances
 - le transport
 - les assurances générales
- une multiplicité et une diversité de possibilités d'emploi.

de nouvelles techniques pour réussir

- Programmes répondant à de nouveaux besoins du marché de l'emploi.
- Taux de placement exceptionnel.
- Programmes techniques conduisant au diplôme d'études collégiales (D.E.C.) et au certificat d'études collégiales (C.E.C.)
- Pour les étudiants ayant complété la 5^{ème} secondaire et pour les adultes.
- Programme de prêts et bourses.

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

Cours d'informatique au YWCA

Intro, Dos, WordPerfect, Lotus, DBase, Bedford, Window

Inscription: 955-7766

Excel, gestion d'information

1355, RENÉ-LÉVESQUE OUEST



Centraide



Pensionnat des Ursulines

Dans les Cartons de l'Est à 1 h 30 de Montréal et 40 min. de Sherbrooke

PENSIONNAT POUR JEUNES FILLES COURS SECONDAIRE COMPLET:

- enrichissement de l'anglais
- choix varié d'activités
- enseignement de l'informatique
- transport organisé les fins de semaine
- possibilité de classe d'immersion française.

INFORMATIONS POUR TOUS ET EXAMENS D'ADMISSION POUR 1^{re} SECONDAIRE:
— dimanche 5 mai 1991 à 13 h 30.

Téléphone: (819) 876-2180

Adresse: 26, rue Dufferin, Stanstead (Québec) J0B 3E0

COLLÈGE D'INFORMATIQUE MARSAN INC. 1600, Berri (Palais du Commerce), Suite 3117, Montréal H2L 4E4 (Métro Berri UQAM)

TU PEUX GAGNER TA VIE EN INFORMATIQUE OU BUREAUTIQUE

- Programmeur(euse) analyste (420 52 C.E.C.): 1 an + stage. Admissible aux prêts et bourses du gouvernement du Québec et à l'Assurance-chômage. Prochaine session: 27 mai 1991.
- Bureautique: Maîtrise des appareils (900 62 A.E.C.): 24 semaines. Admissible aux prêts et bourses du gouvernement du Québec et à l'Assurance-chômage. Prochaines sessions: 29 avril et 27 mai 1991.

Permis no. 749770
Aide au placement. Prospectus gratuit: 842-8643

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT PRÉ-MATERNELLE, MATERNELLE ET PRIMAIRE À REPENTIGNY

- Cours pédagogiques
- Cours artistiques
- Activités sportives et culturelles
- Service de garde

Kiosque d'information et d'inscription au centre commercial Les Galeries Rive-Nord de Repentigny du 29 avril au 4 mai inclusivement dès 11h

Inscriptions immédiates pour septembre 1991
Permis du ministère de l'Éducation

Armelle Michaud-Poirier 589-2996

CONVERSATION ANGLAISE PETITS GROUPES 4 À 7 MAXIMUM

- DÉBUTANTS À AVANCÉS
- JOUR/SOIR/SAMEDI
- DURÉE 5 SEMAINES/TOTAL 30 HEURES
- FRAIS DE LA SESSION: 195 \$ (TOUT COMPRIS)

TÉL.: 985-2200

CENTRE CFA ÉCOLE DE LANGUES
2015, RUE DRUMMOND, 3^e ÉTAGE
MÉTRO PEEL (SORTIE RUE STANLEY)
PERMIS No CP-0787

MAÎTRISE EN ANALYSE ET GESTION URBAINES

Programme offert conjointement par:
l'École nationale d'administration publique
l'Institut national de la recherche scientifique
l'Université du Québec à Montréal

Ce programme de 45 crédits, offert à temps complet et à temps partiel, s'adresse aux gestionnaires occupant des fonctions administratives et aux professionnels qui ont une expérience des affaires urbaines.

La candidate doit être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent et posséder au moins trois années d'expérience dans le domaine.

Les candidatures doivent être reçues avant le 1^{er} mai 1991.

Pour plus de renseignements, s'adresser à la direction du programme, au (514) 987-3143, Université du Québec à Montréal, C.P. 8888, succursale A, Montréal (Québec) H3C 3P8.

Université du Québec

"ANGLAIS" "ESPAÑOL!"

ATELIERS DE CONVERSATION

- Petits groupes (5-7) • Session de 6 semaines
- Débutants — Intermédiaires — Avancés
- Session de mai débutant le 8
- Inscription du 29 avril au 8 mai

Dernière chance avant les vacances d'été

ÉCOLE DE LANGUES DE MONTRÉAL

Membre de **IALC** INTERNATIONAL ASSOCIATION OF LANGUAGE CENTERS

Tél.: **499-9911**
1450, rue City Councillors
Bureau 300 Métro McGill
Fondée en 1962

28 ANS D'EXPÉRIENCE

Programmes d'été — Semaines intensives

Anglais langue seconde pour adultes

Les sessions sont axées sur le développement de la communication orale.

- Cours crédités au niveau collégial
- Trois sessions:
 1. Du 2 au 7 juin
 2. Du 9 au 14 juin
 3. Du 21 au 26 juillet
- Magnifique campus au cœur de l'Estrie
- Résidences modernes

CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE
Programme d'été Anglais langue seconde Lennoxville (Québec)
JIM 2A1
Tél.: (819) 564-3684

LENNOXVILLE
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE

Journée d'information, samedi 25 mai (réservations)

Université de Montréal
Faculté des arts et des sciences
Département de littératures et de langues modernes

Venez apprendre l'allemand par immersion

École allemande d'été - 5 ans déjà!

Session intensive de cours avec ateliers et activités socio-culturelles offerte en collaboration avec le **GOETHE-INSTITUT**

Frais d'inscription:
Cours de 90 heures (6 crédits): 300 \$
dépôt à l'inscription: 84 \$ non remboursables

Cours de 45 heures (3 crédits): 150 \$
dépôt à l'inscription: 42 \$ non remboursables

Renseignements:
3150, rue Jean-Brillant, bureau 8086
(514) 343-6222

ANGLAIS LANGUE SECONDE ÉCOLE D'ÉTÉ POUR ADOLESCENT(E)S

12-15 ans
2 juillet - 2 août 1991

Le programme comprend des cours aux niveaux débutant, intermédiaire et avancé du lundi au vendredi de 9h à 12h (approche pédagogique axée sur la communication orale), et des activités socioculturelles supervisées par les professeurs deux après-midi par semaine (mardi et jeudi). Les activités comprennent des visites de sites historiques, de musées, des sports.

Les participant(e)s devront passer un test de classement.

Lieu des cours: Campus Colonel By
140, rue Main, Ottawa (Ontario) K1S 1C2

Test de classement: sur rendez-vous
Tel: (613) 598-4530 ou (613) 738-6113

Frais d'inscription: 595.00 \$

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT!
Le nombre de participant(e)s est limité à 50, (10 à 14 élèves par classe).

Date limite d'inscription: le 2 juin 1991.

Téléphonez au bureau de l'Éducation permanente, Arts appliqués, pour obtenir votre formulaire d'inscription.
Le numéro est (613) 598-4530.

Cartes VISA et MASTERCARD acceptées.

Le Collège Algonquin est membre du Conseil des programmes de langues secondes au Canada.

ALGONQUIN

COLLÈGE DAWSON
Centre de formation aux métiers

Programme de langues

Nos cours de langues débuteront en juin 1991. Des petites classes nous permettent d'axer les cours sur la conversation, la compréhension et l'expression orale.

- Anglais langue seconde
- Français langue seconde
- Anglais et français (le matin)
- Italien - débutant et intermédiaire
- Espagnol - débutant
- Japonais - débutant

Pour les niveaux avancés anglais et français: Accent sur l'écrit

Inscrivez-vous maintenant!
Composez le 933-2210 ou le 933-3771 pour de plus amples renseignements

Collège Dawson
2050 avenue Atwater
Suite 2D.1 ou 2D.4
Westmount, Québec
H3Z 1A4

(entrée au 2050 avenue Atwater près du boulevard de Maisonneuve)

Université de Montréal
Faculté des sciences de l'éducation
Département d'études en éducation et d'administration de l'éducation

Spécial d'été en technologie éducationnelle

- L'éducateur face à la créativité
4-5 mai; 11-12 mai; 18-19 mai
- Le micro-ordinateur en éducation
8-15 mai
- Télématique, privative et communautaire
21-23 mai; 27-29 mai
- Langage d'ordinateur appliqué à l'éducation
26-28 juin; 2-4 juillet
- Design pédagogique
27-28 juin; 2-5 juillet
- Jeux et simulations en éducation
8-12 juillet; 15 juillet

Tous ces cours se donnent de 8h30 à 17h.

Renseignements: (514) 343-7622

Concours d'art oratoire 1991 CÉCM

La finale du concours d'art oratoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal a eu lieu, récemment, au théâtre Port-Royal de la Place des Arts sous la présidence d'honneur de Mme Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'immigration.

Myriam Scalzo de l'école Louis-Riel, Nancy Lafontant de l'école Jean-Grou, et Francine Denis du centre Saint-Paul ont remporté des prix de 500 \$ chacun.

Par le biais de l'art oratoire, ce concours visait à sensibiliser les élèves à la dimension interculturelle de nos écoles.

Cet événement a été rendu possible grâce à la collaboration de la Fédération des Caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec.



De gauche à droite: Mlle Nancy Lafontant, école Jean-Grou, M. Robert Trempe, sous-ministre adjoint au ministère des Communautés culturelles et de l'immigration, Mlle Myriam Scalzo, école Louis-Riel, Mme Denise Soucy-Brousseau, présidente de la CÉCM, Mme Francine Denis, centre Saint-Paul, M. Jean-François Gouture de la Fédération des Caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec.

En collaboration avec **Les caisses populaires Desjardins**

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

**TOUS
LES PRIX
SONT
COUPÉS**



**LA VENTE
10 000 GM
EN 10 JOURS
DU 22 AVRIL AU 3 MAI**

Le plus grand choix. Les plus bas prix.
Tous les prix sont affichés
sur toutes les voitures et camions en stock.
Mais ça ne dure que 10 jours!
Chez tous les concessionnaires GM participants du Québec.



V o s c o n c e s s i o n n a i r e s G M



NUMÉRO UN SUR LA ROUTE